

gislative française, pas même dans la déclaration des droits de l'homme du 3 septembre 1791. — C'est une coutume guerrière, la coutume des Français qui assistaient en armes aux assemblées publiques, quand il y avait dans la nation une nation de vainqueurs et une nation de vaincus; c'est le privilège des anciens seigneurs, qui du régime féodal et militaire a été transporté plus tard, sous la monarchie absolue, à tous les gens nobles ou vivant noblement; et si on était moins accoutumés aux contradictions de l'esprit humain on aurait de la peine à s'expliquer comment la révolution qui, dans les travaux de ses assemblées, s'est donnée la glorieuse mission de fonder le droit sur l'abolition du privilège, a paru, dans le fait, considérer comme étant le droit de tous ce qui n'était que le privilège de quelques uns: — tristes fruits de cette doctrine ou plutôt de cet égarment, qui, prêtant pour base ce qu'on appelle le droit de nature, sépare sans cesse ce qu'on appelle également les droits de l'homme des droits et des intérêts de la société, et ne voit ordinairement que des usurpations dans les garanties les plus précieuses de l'ordre public;

Attendu que le seul état naturel de l'homme est l'état de société; — que l'état de nature, qui est supposé préexister à cet état, n'a jamais été qu'une chimère, démentie non seulement par tous les faits de l'histoire, mais aussi par tous les besoins et l'organisation physique et morale de l'homme lui-même;

Que c'est au nom du droit de nature que les peuples ont été sans cesse agités, et poussés aux plus déplorables excès qui aient affligé et dont ait eu à rougir l'humanité;

Attendu que loin de reconnaître que le droit de port d'armes découle du droit de nature, l'art. 42 du code pénal établit, au contraire, que ce droit ne peut émaner que d'une loi écrite, puisqu'il le range visiblement dans la classe des droits civils, qui ne sont autre chose que les droits que confèrent la constitution et la loi politique;

Qu'il est évident dès lors que cet article n'a rien préjugé, et que, soit qu'il ait considéré l'état existant de la législation, soit qu'il ait eu en vue l'avenir et ce complément d'institutions qui, comme l'a dit souvent l'Empereur, devait être donné plus tard à la constitution de l'Empire, toujours est-il que l'art. 42 n'a voulu rien changer, rien innover par lui-même; et il est même remarquable, qu'après avoir posé le principe que l'interdiction du droit de port d'armes pouvait être prononcée dans certains cas, on ne trouve nulle part, dans les dispositions qui suivent, l'application explicite, et, d'il est permis de s'exprimer ainsi, nominale de ce même principe;

Attendu qu'on ne serait pas plus fondé à soutenir que le droit de port d'armes est contenu implicitement et *a contrario*, dans la qualification donnée par la loi à certaines armes d'armes prohibées. Cette qualification prouve seulement que toutes les armes ne sont pas frappées d'interdiction absolue; qu'il en est dont l'usage peut être permis et autorisé dans certains cas et à certaines conditions (et en effet, on peut en avoir à la chasse et en voyage: l'avis du conseil d'Etat du 17 mai 1811 est positif sur ce dernier point, qui a été contesté); mais de là au droit de se tenir constamment sous les armes, de troubler ainsi la société, en présentant sans cesse l'image de la guerre au milieu de travaux de la paix, la différence est énorme; et si la loi a voulu que dans les cas ci-dessus spécifiés, il ne fût permis d'avoir des armes que dans certaines limites et à certaines conditions; si, d'après l'art. 42 du code pénal, le droit de port d'armes ne peut découler que de la loi civile ou politique, qui doivent le définir et le régulariser, comment dirait-on que ce droit est un droit illimité, absolu, qui ne reçoit de restrictions que du bon plaisir et de la volonté de celui qui en fait usage?

Attendu après tout, que, s'il est toujours utile de rappeler les principes, la discussion qui précède n'eût pas cependant indispensablement nécessité en présence de la loi du 24 mai 1834;

que, d'après cette loi, toutes les armes peuvent, selon l'usage auquel elles sont destinées, être déclarées armes de guerre; — que s'attacher à dire que le mot armes de guerre doit être entendu d'après les distinctions établies par l'ordonnance du 24 juillet 1816, en prenant pour règle le calibre et les dimensions des armes et non le fait et l'intention de celui qui en est trouvé porteur, c'est méconnaître la différence du but et des circonstances, ne pas tenir compte des explications qui ont été données à la tribune, et faire injure, en un mot, à la sagesse et au bon sens du législateur;

Attendu que, quelles que soient les circonstances particulières qui l'ont motivée et dans lesquelles elle a été rendue, la loi du 24 mai 1834, qui ne fait pas de distinction et qui dispose d'une manière générale, est une loi d'ordre et de conservation, qui s'étend indistinctement à toute la France, et dont l'application appartient à la justice et à la conscience des magistrats;

Attendu que l'ordre n'est pas seulement troublé parce qu'on s'ameute dans les rues, au nom de la république, ou parce qu'on court aux armes dans tel département au nom de la légitimité de droit divin; — qu'il l'est toutes les fois que, sur quelque point du royaume que ce soit, la vie des citoyens et la paix publique sont mises en danger, et qu'il n'y a et ne peut y avoir à cet égard ni distinctions, ni exceptions d'aucune sorte.

Par toutes ces considérations, et (abstraction même faite de toutes ces considérations) attendu en fait que T... a été, le 20 janvier 1837, trouvé porteur d'un fusil et d'un pistolet en même temps que d'une quantité considérable de cartouches; que ces armes et ces munitions étaient des armes et des munitions de guerre;

La Cour, faisant droit à l'appel du procureur du Roi de Corte, annule le jugement attaqué, émendant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare T... coupable du délit de port d'armes et de munitions de guerre. Pour réparation de quoi etc.

Cour royale de Bastia, Chambre des appels de police correctionnelle. — Président M. Casale. — Avocat général, M. Bertora. (Audience du 27 avril 1837.)

PARIS.

— On lit dans le *Courier*, journal de Londres: Nous regrettons d'annoncer que la santé de S. M. la reine donne de graves inquiétudes. On croit que S. M. s'est rompu un vaisseau dans la poitrine.

— Le nouveau paquebot *Baltimore* capitaine Funk, arrivé de New-York, en dix-huit jours de traversée, a apporté des journaux de New-York jusqu'à la date du 3 avril.

Ces journaux nous apprennent l'arrivée à la Nouvelle-Orléans, le 22 mars, de la frégate française *l'Andromède*, ayant à son bord le prince Louis-Napoléon Bonaparte.

Tout le monde était en parfaite santé à bord de *l'Andromède*. Le prince devait débarquer à Norfolk, et la frégate devait se ravitailler et remettre à la voile pour Rio-Janeiro.

(*Journal du Havre*.) — Il est de nouveau question, dit un journal, de détacher les cultes du ministère de la justice. Cette division aurait lieu cette fois au profit de M. Sauzet.

(*Journal de Paris*.) — M. Charreyron, député et président du tribunal de Limoges, a été justifié de l'accusation portée contre lui par la *Gazette du Limousin*.

COUR DES PAIRS.

Présidence de M. le baron Pasquier. — Audience du 25 avril.

ATTENTAT DU 27 DÉCEMBRE 1836. — Tentative d'assassinat contre le Roi. — Meunier — Lavaux — Lacaze.

La cour a continué aujourd'hui son délibéré; dix heures et demie elle est entrée en séance. Si

A sept heures un quart, le public est introduit; M. le président prononce l'arrêt suivant: La Cour,

En ce qui concerne Meunier, Considérant que le 25 décembre dernier, par l'emploi d'une arme à feu, il a commis un attentat contre la personne et la vie du Roi.

En ce qui concerne Lavaux et Lacaze, Attendu qu'il ne résulte pas de l'instruction et des débats charge suffisante qu'ils se soient rendus complices, soit comme auteurs, soit comme complices de l'attentat ci-dessus qualifié ou du complot qui aurait précédé cet attentat; Déclare Lavaux et Lacaze acquittés de l'accusation portée contre eux;

Ordonne qu'ils seront mis en liberté sur-le-champ s'ils ne sont détenus pour autre cause;

Déclare Meunier (Pierre-François) coupable d'attentat contre la personne du Roi, crime prévu par les art. 86 et 88 du Code pénal; Condamne Meunier (Pierre-François) à la peine de mort,

Ordonne qu'il sera conduit sur le lieu de l'exécution, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir; qu'il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt et qu'il sera immédiatement exécuté à mort.

Le condamné aux frais du procès.

Ordonne que le présent arrêt sera exécuté à la diligence de M. le procureur-général du Roi, imprimé et affiché, et qu'il sera lu et notifié au condamné par le greffier de la Cour.

ESPAGNE. — Nous avons reçu les journaux de Barcelonne jusqu'au 18 du courant. Si l'on doit prêter foi au *Vapor*, les clubs démocratiques de cette ville préparent un nouveau mouvement pour proclamer la république fédérative des quatre provinces de la Catalogne, d'intelligence avec la société directrice de Madrid, celle des *Droits de l'Homme* de Paris, et celle des *Engueurs d'Alibaud*. Des émissaires de ces sociétés et des clubs des autres provinces seraient déjà arrivés à cet effet à Barcelonne; de l'argent donné sous mains, dit le *Vapor*, par les carlistes et les puissances étrangères, a été distribué en abondance et on n'attend plus pour faire éclater ce mouvement que le moment où le baron de Meer se mettra en campagne contre les carlistes.

Le *Gaz. de national* désapprouve que le *Vapor* ait alarmé le public par ces révélations; mais, tout en les déclarant exagérées, il ne les dément pas tout à fait. Le *Gaz. de national* va même jusqu'à dire que, bien qu'il soit urgent que le baron de Meer se mette en campagne contre les factions qui se préparent à attaquer plusieurs points importants de la principauté, il est cependant nécessaire, pour la tranquillité publique qu'il ne quitte par Barcelonne jusqu'à ce qu'il ait trouvé un autre chef ferme et dévoué pour gouverner la ville pendant son absence, et s'opposer à ces mouvements, dont le prétexte, comme l'année dernière, est la faiblesse du Gouvernement et des chefs militaires. On désigne déjà le brigadier don Joseph Maria Puig comme celui qui devra remplacer provisoirement le baron de Meer.

On fait des préparatifs pour les élections de la nouvelle municipalité; les libéraux s'agitent pour faire élire de nouveaux membres individuels qui composaient l'ayuntamiento existant à l'époque des derniers troubles de l'année passée.

Madrid. Un décret du 15 avril contient ce qui suit: Les cortès ayant examiné la proposition de S. M. la reine, ayant pour objet de faciliter le recouvrement de l'emprunt de 200 millions, ont arrêté ce qui suit: 1. Le versement des 200 millions conservera le caractère d'avance faite pour les frais de la guerre remboursable dans les délais et avec les intérêts fixés par le décret du 30 août 1836; 2. Les députations provinciales qui ne se trouveraient pas assemblées lors de la réception du présent décret, se réuniront immédiatement, et ne se sépareront qu'après avoir terminé toutes les opérations qu'il prescrit. Si

elles ne réussissent pas dans un délai de 8 jours, le chef politique, l'intendant et le receveur procéderont à toutes les opérations suivant les règles établies.

Signé la REINE RÉGENTE.

Fait au palais le 15 avril 1837.

A DON JUAN ALVAREZ Y MENDIZABAL.

(*Gazette de Madrid*.)

Les nouvelles de la frontière d'Espagne parlent des préparatifs que font les troupes carlistes pour une expédition en Castille. La plus grande fermentation règne dans toutes les villes importantes de ce royaume, et on craint que la marche en avant d'une armée carliste ne soit le signal d'une immense conflagration. Le capitaine-général de la Catalogne, baron de Meer, a donné sa démission, désespérant de maintenir la tranquillité à Barcelonne. A Madrid les cortès discutent toujours le nouveau projet de constitution. La majorité a rejeté un article d'après lequel la charge de sénateur devait être gratuite et à vie.

— Le Ministère espagnol a essayé, le 14, un échec dans les cortès. L'article 19 de la Constitution, qui établissait le principe de la nomination à vie pour les membres du sénat, et que le Ministère soutenait, a été repoussé à la majorité de 67 voix contre 83. A ce sujet, des bruits de modification ministérielle se sont répandus dans le public. Néanmoins, d'après le langage des journaux qui appuient le cabinet, il ne paraît pas que cet échec parlementaire ait, pour le moment, entrainer la chute des Ministres.

Les juntes menacent de nouveau d'envahir le pouvoir. A la suite d'un mouvement, une junte a été établie à Saragosse; une junte de finances est installée à Murcie, et la députation de Tolède est sur le point de former des corps francs, et d'employer les fonds de la province.

Au départ du courrier de Madrid, on parlait d'un acte d'accusation formelle que plusieurs députés se proposaient de signer contre le Ministère.

(*Journal de Paris*.)

— Le général Cordova vient d'adresser au Gouvernement espagnol la représentation suivante:

« J'étais presque sans espoir de rétablir ma santé quand je m'adressai au Gouvernement pour obtenir la permission de venir en France, et je me préparais à retourner en Espagne quand j'ai appris que des personnes mal intentionnées prétendaient que mon retour avait un but politique. Je diffèrai mon voyage jusqu'à ce qu'on fût convaincu qu'il était aussi naturel dans ma position, qu'indispensable à mes intérêts. Cependant, à la demande de quelques députés, les Cortès ont demandé au Gouvernement communication de ma correspondance pendant les trois derniers mois de mon commandement. J'ai éprouvé la plus vive satisfaction à la nouvelle de cette demande, persuadé que l'examen impartial de mes rapports dissiperait les impostures répandues contre moi par l'ignorance ou la mauvaise foi. Cependant le principe de l'examen de ma correspondance une fois admis par les Cortès, il pourrait paraître opportun que je fusse entendu pour donner des explications sur une correspondance faite au milieu de toutes les difficultés d'une campagne aussi compliquée.

« Si telle était l'opinion des Cortès, je m'empresserais de me présenter à sa barre, et là, en présence des représentants de la nation, je dirais à un député qui m'a attribué de ridicules rodomontades, qu'il avait été mal informé. Fier des interpellations et même des accusations dont je serais l'objet, j'éprouverais un juste orgueil de pouvoir dans cette occasion solennelle sortir triomphant des machinations dirigées contre moi par l'esprit de faction et des persécutions de l'envie. Je ne refuse ni examen ni jugement, je le réclame au contraire et en ma qualité de citoyen espagnol, j'insiste de mon droit, je l'exige.

« Veuillez transmettre l'expression de mes sentiments à S. M. et communiquer le présent aux Cortès, enfin que l'Espagne sache que je suis toujours prêt à rendre compte de ma conduite,

et qu'au premier signe que vous voudrez bien me faire, je m'empresserai de me rendre à Madrid pour remplir ce devoir sacré. »

Paris, 25 mars 1837.

Signé, LUIS FERNANDEZ DE CORDOVA.

Au moment où les familles se rendent à Paris pour y faire traiter leurs enfants atteints de difformités de la taille ou des membres, nous rappelons à leur attention *L'institut orthopédique de la Maie*, dirigé par M. le docteur Jules Guérin. Cet établissement qui se recommande par sa position admirable et par la supériorité de ses méthodes de traitement, vient d'offrir de nouvelles garanties à la confiance du public, par des guérisons authentiques obtenues sur trois orphelins confiés aux soins de M. J. Guérin, par le conseil d'administration des hôpitaux de Paris, et sur plusieurs autres sujets de la classe pauvre, traités gratuitement par ce médecin.

HYGIÈNE—GRIPPE.

La maladie épidémique qui règne en France nous fait un devoir d'éclairer nos lecteurs sur le mérite réel des pectoraux annoncés chaque jour, et pour cela nous ne pouvons mieux faire que de transcrire textuellement l'opinion émise par l'un de nos meilleurs journaux de médecine sur les propriétés de la PATE DE REGNAULD AÎNÉ, (1) qui à LONDRES et à PARIS est ordonnée avec un grand succès pour prévenir et guérir l'INFLUENZA ou GRIPPE.

Extrait du N° XXXVI de la *Gazette de santé*, ou recueil général de ce que la médecine peut offrir de plus avantageux pour prévenir et guérir les maladies, par une société de médecins.

« C'est au moment où la toux, les rhumes, les catarrhes et toute la catégorie des maladies de poitrine exercent leur empire, qu'il est important de faire connaître les moyens avoués par les médecins praticiens pour diminuer, soulager et guérir quelques-unes de ces affections. Sous ce rapport, nous croyons devoir recommander la PATE DE REGNAULD AÎNÉ, pharmacien à Paris, rue Caumartin, 45.

« Cette pâte peut remplacer avec avantage des tisanes incommodes et fatigantes dont l'usage est surtout difficile dans les voyages; elle est composée avec les extraits des plantes pectorales, elle possède une saveur agréable et ne contient aucune préparation opiacée, dont l'effet, tous jours trompeur et souvent funeste, ne procure pour l'ordinaire, qu'un soulagement momentané. Les essais nombreux faits jusqu'à ce jour par plusieurs médecins instruits justifient notre recommandation. »

— Nous avons à signaler aujourd'hui des propriétés très remarquables que l'on dit avoir été reconnues dans des huiles de natures très différentes. En Piémont on aurait obtenu des résultats avantageux de l'huile de pétrole pour préserver le bled de la carie et en même temps de la voracité des animaux; deux livres de cette huile, qui coûtent 80 centimes, suffisent pour enduire suffisamment un sac de bled, et on opère successivement sur la dixième partie de cette quantité. L'odeur du pétrole est si forte, que non seulement les insectes, mais encore les oiseaux sont éloignés par elle d'un champ nouvellement ensemencé; et on assure que l'influence de cette huile a suffi pour empêcher tout à fait la carie.

L'autre effet aurait été obtenu de l'huile de poisson; c'est le hasard qui l'a fait remarquer à un négociant. Ses magasins étaient infestés de fourmis, et tout à coup il s'aperçut que, dans l'un d'eux, la présence de ces insectes avait entièrement cessé; il voulut en pénétrer la cause, et, pour y parvenir, il fit transporter successivement chacun des objets dont se composait le magasin purifié dans ceux qui étaient encore infestés: bientôt il eut la conviction qu'une barrique d'huile de poisson opérait le prodige. Ayant

(1) MM. Serpentine, Marchand aux terrasses, à Bastia; Arènes; Négociant à Ajaccio.

voulu s'assurer ensuite si le préservatif pouvait s'appliquer aux plantes et arbustes des jardins qui ont si souvent à souffrir du voisinage des fourmis, il répandit quelques gouttes d'huile de poisson sur les feuilles et les rameaux de plusieurs arbustes que les insectes parcouraient en tous sens. En peu d'heures les plantes furent totalement abandonnées. Est-ce aux émanations féides que répand cette huile qu'il faut attribuer la fuite des insectes, ou bien est-elle le résultat de l'action mécanique du fluide visqueux et oléagineux? Les observations ne sont point encore assez nombreuses pour permettre de porter un jugement certain sur le fait; mais il est réel, et chacun peut s'en assurer sans effort d'imagination comme sans grande dépense d'argent.

REPRODUCTION

ANNUELLE DES MÈRES CRIMES.

Où a calculé qu'il y avait une espèce de fixité naturelle dans les crimes qui se commettent dans un pays, de telle sorte qu'il serait presque permis de parler de leur budget annuel; l'observation a même démontré que le même nombre de meurtres se représente généralement chaque année avec les mêmes circonstances.

C'est ainsi qu'on a reconnu qu'en France, pendant trois années successives, où les meurtres et assassinats ont été de — 227 — 234 — et 241, nombres fort peu différents les uns des autres:

Les criminels qui se sont servis de couteaux pour effectuer leurs crimes, ont été au nombre de — 35 — 39 — et 40.

Ceux qui ont fait usage de cordes, — 23 — 28 — et 31.

Ceux qui ont donné la mort avec des armes à feu, — 47 — 52 — et 54.

Ceux qui ont employé les pierres pour assommer leurs victimes, — 20 — 20 — et 21.

Et ceux qui les ont fait périr par des coups de bâton ou des coups de poings — 21 — 22 — et 23.

Des tableaux statistiques prouvent d'ailleurs d'une manière positive qu'en France, après avoir subi leur peine, la septième partie des criminels de toutes les catégories reparessent devant les tribunaux pour de nouveaux délits.

(*Journal des faits*.)

TRIBUNAUX.

DEUX SUPPLIÉS.

Alexandre Millar, condamné à mort pour l'assassinat d'un nommé Jarvie a été exécuté le 8 de ce mois à Stirling, en Ecosse. On l'a amené sur la plate-forme, ayant déjà la corde au cou et le bonnet rabattu sur les yeux. Millar était très vigoureux et très lest; on craignait qu'il ne cherchât à se sauver en se précipitant au bas de l'échafaud.

Pendant que l'ecclésiastique lisait les prières auxquelles la foule répondait avec beaucoup de ferveur, Millar, qui n'y faisait aucune attention, frottait ses jambes l'une contre l'autre; il se défit ainsi de ses deux souliers qu'il lança l'un après l'autre, par un mouvement de ses pieds, à la tête des spectateurs. « Que faites-vous donc là? dit l'exécuteur en colère. — Mon bon ami, répondit Millar, une vieille sorcière que Dieu confonde, voulant m'annoncer que je serais pendu, m'a pronostiqué que je mourrais tout chaussé et tout habillé. J'ai voulu du moins faire mentir une partie de la prédiction. — Comportez-vous avec plus de décence, reprit l'exécuteur, et attendez patiemment comme moi que les prières soient finies. »

La lecture de la liturgie dura encore quatre minutes; Millar pendant ce temps se mit à chanter et à ricaner. Lorsque le prêtre voulut donner le signal en agitant son mouchoir, Millar lui arracha le mouchoir des mains, le jeta loin de lui, et trouva moyen de relever son bonnet au dessus de ses yeux. Cet incident déconcerta un peu l'exécuteur, et il se passa quelques secondes

avant qu'il pût lâcher la détente qui mit fin au supplice de ce misérable.

Le colloque entre Millar et l'exécuteur rappelle cette ancienne anecdote d'un des prédecesseurs de Samsun qui, ayant une altercation sur la place de Grève avec le patient, lui dit : « Monsieur, ce n'est pas tout que d'être pendu, il faut encore être honnête ! »

(Gazette des Tribunaux.)

— Le rôle de l'épicière à la police correctionnelle est connu; il est plaignant, foncièrement plaignant et partie civile. C'est toujours lui qu'on a volé, pillé, battu, honni; c'est toujours lui qui se gratte l'oreille, qui se maudit, qui regrette, qui pleure.

Cependant en voici un qui figure aujourd'hui sur le banc en qualité de prévenu. C'est lui dont on se plaint, lui qui a injurié, qui a frappé, une femme il est vrai, mais enfin il l'a frappée; une femme enceinte, d'accord; mais enfin un être organisé, un être en chair et en os, et de plus une débitrice de 5 fr. 10 sous pour fourniture de savon, de potasse et d'eau de Javelle.

On appelle la plaignante, blanchisseuse de fin. Oui, messieurs, j'en lève la main, j'ai le malheur d'être redevable à monsieur de 5 francs 10 sous, qu'il m'a obligé à mon besoin, mais c'était pas un motif de venir me détruire, moi, ma marchandise et mon fruit, comme vous voyez, à mon domicile, et de vouloir m'emporter un honnet et un fer, qu'il m'a rendu dans la poitrine tout chaud et pas de main morte, ajoutant que j'étais une escroqueuse et une canaille.

La veuve Milon, témoin. — Votre servante, messieurs, et toute la compagnie.

M. le président. — Qui êtes-vous, madame? La veuve Milon. — Moi je suis la mère, M. le juge.

M. le président. — La mère de qui?

La veuve Milon. — La mère de ma fille, monsieur, pour vous être agréables moi et elle.

M. le président. — Quelle est votre fille, est-ce la plaignante?

La veuve Milon. — Non, monsieur, ma fille c'est un témoin, comme moi.

M. le président. — Eh bien! que savez-vous?

La veuve Milon. — Moi, monsieur, je suis passementière de mon état; j'ai deux métiers, le mien et celui de ma fille. Le mien est comme qui dirait ici (elle montre sa droite), et celui de ma fille est là (elle indique sa gauche); si bien qu'il y a une petite table entre nous deux, et la commode sur le côté de la fenêtre qui donne sur la cour.

M. le président. — Très bien; mais que savez-vous de la dispute entre l'épicière et la blanchisseuse?

La veuve Milon. — Moi, monsieur, je ne sais rien de rien, j'étais à mon métier; mais si vous voulez vous donner l'honneur d'interroger ma fille, elle est capable de vous répondre à tout.

On appelle Mlle Milon.

M. le président. — Dites-nous ce que vous savez, Mademoiselle.

Mlle Milon. — Maman et moi nous sommes passementières, et nous étions à nos métiers, dont le mien...

M. le président. — Passez, passez, mademoiselle; ces détails sont connus, arrivez vite à la dispute.

Mlle Milon. — La dispute, monsieur? C'est maman qui m'a dit: Dis donc, Phrasie, quitte donc ton métier une minute, et va voir le train qui se fait là-haut. Moi, j'ai quitté mon métier...

M. le président. — Qu'avez-vous vu en haut?

Mlle Milon. — J'ai vu la blanchisseuse qui tournait les yeux, et j'ai été la première à dire: Il faut la coucher tout de son long sur son lit.

M. le président. — Est-ce là tout ce que vous avez vu?

Mlle Milon. — Oui, monsieur, et j'ai retourné à mon métier raconter tout à maman.

On entend plusieurs autres témoins qui, fort heureusement pour la blanchisseuse, en ont vu un peu plus que les passementières; après quoi la parole est au prévenu.

L'épicière. — Je ne dis pas non, que la colère ne m'aura pas emportée; mais quand on est dans le commerce et qu'on va demander son dû, on peut parler, je pense. Pour lors, si en parlant poliment, en réclamant son dû, on se trouve mystifié par un chaland qui vous promène depuis quinze jours de samedi en samedi, sans vous donner d'acompte, et en vous disant des injures, je peux présumer que la moutarde peut vous monter. Oui, je l'avoue avec franchise, je suis dans le commerce, et patente depuis 1827; mais quand j'ai vu des vexations au lieu d'argent, j'ai saisi un bonnet et un fer, et je les ai écrasés l'un contre comme des vers de terre.

Si vous voulez, après ça, que je vous donne ma façon de penser, je vous dirai que quand j'ai vu que ma pratique criait si fort et faisait l'assassinée, j'ai dit: Voilà un complot qu'on va former contre le commerce, et j'en serai le dindon. On va aller chercher un médecin, un commissaire de police, des compresses, et je serai enfoncé. Vous voyez bien que je n'étais pas si bête qu'on croit, puisque vous voyez que le complot est formé, et rien n'y manque, allez, jusqu'au mémoire de l'apothicaire, qu'il faudra que je paie, au lieu de faire payer le mien.

En effet, comme l'épicière l'avait prévu, le dossier est gros de certificats de médecins, de mémoires d'apothicaires, de faux frais, dépenses et menus déboursés, taxés par le tribunal à 150 francs, que le malheureux négociant devra payer à sa pratique à titre de dommages intérêts, sans compter les frais du procès et une amende de 25 francs.

(Le Droit.)

ANNONCES.

ESSENCE

Anti-Nevralgeo-Dentaire,

Guérissant à l'instant, et pour toujours, les maux de dents les plus violents et les plus anciens.

— Garantie

PRIX DU FLACON: 3 FRANCS.

POUDRE ALBIENNE

Pour nettoyer et blanchir les dents les plus noires, en cinq minutes. On la fait essayer.

Prix des boîtes, 1 fr., 2 fr., 3 fr. et 5 fr.

A LA PHARMACIE DES PYRAMIDES, rue des Pyramides, n. 5.

AVIS.

Le public est prévenu qu'en exécution des ordres de M. le Ministre de la Guerre, il sera procédé, le 20 mai prochain, heure de midi, dans l'une des salles de l'hôtel de la Mairie de Bastia, à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, de la fourniture du vin nécessaire aux troupes stationnées dans les places et arrondissements de Bastia, Calvi et Corte, pendant une année, du 1^{er} juillet 1837 au 30 juin 1838.

Le même jour il sera fait une semblable adjudication à Ajaccio, pour le service des troupes stationnées dans les places et arrondissements d'Ajaccio et Bonifacio.

Cette double adjudication a été annoncée par des affiches datées d'aujourd'hui.

Les prétendants pourront prendre connaissance des cahiers de charges dans les bureaux de MM. les sous-Intendants militaires à Bastia et à Ajaccio; chez MM. les Commandants des places de Calvi, Corte et Bonifacio, ainsi qu'à la sous-Préfecture de Sartène.

Bastia, le 28 Avril 1837.

L'Intendant Militaire de la 17^e division, A. G. JULIEN.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 26 Avril au 3 Mai 1837.

ARRIVÉES.

GÈNES, Bœuf Jésus Marie, cap. Baussa.

PORTO-FERAJO, Balencelle Deux Sœurs, cap. Giovannini.

MARSEILLE, Mistick Conception, cap. Valzi.

IL-ROUSSE, Bœuf Assomption, cap. Saettoni.

HIÈRES, Mistick Conception, cap. Sisco.

PORTO-VECCHIO, Mistick Conception, cap. Bertocci.

LIVOURNE, Mistick St-Luc, cap. Canavaggio.

LIVOURNE, Gondole St-Joseph, cap. Paoli.

PALUDELLA, Mistick Assomption, c. Bartolomei.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

TOULON, Bateau à vapeur Liamone, c. Cuneo.

LIVOURNE, mistick Conception, cap. Loquenti.

St-PELLEGRINO, Tartane Espérance, cap. Beudini.

PORTO-VECCHIO, Gondole, St-Joseph, cap. Lorenzi.

DÉPARTS.

MARSEILLE, Tartane Pierge des Carmes, cap. Guaitella.

IL-ROUSSE, Gondole Conception, cap. Garatini.

TOULON, Bateau à vapeur Liamone, cap. Cuneo.

MARSEILLE, Mistick Conception, cap. Marini.

PORTO-VECCHIO, Mistick Misericorde, c. Giucelli.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

FOCE DI GOLO, Balencelle Deux Sœurs, cap. Giovannini.

CIVITAVECCHIA, Balencelle St François de Paola, cap. Sacco.

FUMORBO, Brick Goelette St Antoine, cap. Marinetti.

PORTO-FERAJO, Tartane Deux Sœurs, cap. Giovannini.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de G. Fabiani.

LA CONCURRENCE,

GUIDE

DE LA BOULANGERIE ET DE LA MEUNERIE,

JOURNAL TRAITANT SPÉCIALEMENT

DU COMMERCE DES GRAINS ET DES FARINES

DE PARIS, DES DÉPARTEMENTS ET DE L'ÉTRANGER.

La première publication aura lieu le 4 mai prochain. Ce journal paraîtra le jeudi et le dimanche. Prix, pour Paris et les départements, 24 fr. L'abonnement commence le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

S'adresser rue des Prouvaires, n. 10, au bureau des GRANDES AFFICHES DE FRANCE.

M. Julien GARDET, gérant, ancien négociant, s'interdit toute spéculation en grains et farines, soit directement, soit par tiers. L'impartialité qu'il mettra dans la publication des cours de tous les marchés laissera au commerce seul tout l'avantage que devra procurer sa correspondance avec les départements.

MERCREDI 10 MAI 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office central de l'Administration des Postes et des Télégraphes, N° 15.

A la Librairie correspondance de Pl. Justin et C^e, Place de la Bourse, N° 81 bis correspondance, de Pionneau de la

Boutique, rue St Honoré 297, ou l'on reçoit les annonces pour l'insémination.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 130.

PREMIER D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 fr. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUT LES MARDIS.



CORSE.

COUR D'ASSISES.

L'appel nominal des jurés vient de réjouir tous les amis de l'institution. L'empressement avec lequel ils se sont rendus à leur poste a dépassé nos espérances: trois seuls ont fait défaut. Il est dans leur intention de ne quitter ce siège de Cour d'Assises qu'après le jugement de toutes les affaires. Nous les félicitons bien sincèrement d'une détermination qui les honore, bien qu'elle ne soit, après tout, que le sentiment mieux compris de leur devoir.

Ceux qui ne viendraient à la Cour d'Assises, que pour y faire une courte apparition seraient indignes du nom de Jurés. Encore s'ils avaient la délicatesse de ne pas toucher l'indemnité de voyage que la loi leur alloue; mais il en est dont le plus grand souci est la fixation de la taxe. Peu leur importe si on les signale avec mépris comme des déserteurs du poste où la loi les appelle. N'apportant sur les bancs du Jury que les préoccupations de l'intérêt personnel, quelques-uns d'entre eux ne songent qu'aux affaires de famille, oubliant ainsi l'importance et la noblesse de leurs fonctions; la vie et l'honneur de leurs concitoyens. Ce dépôt sacré sur lequel ils auraient dû veiller avec une vive sollicitude, que de fois ne l'ont-ils pas livré à la merci de l'accusateur public? En demandant des congés, ils signaient pour ainsi dire leur propre dégradation. Comment ne comprennent-ils pas que la dispense de remplir leur devoir qu'ils sollicitaient comme une faveur, était plutôt une sorte de flétrissure, un certificat d'incapacité ou la manifestation tacite d'une suspicion injurieuse? Nous en rougissons pour eux. Dire à un juré — pourquoi ne demandez-vous pas une dispense? allez vous en; nous vous remplacerons par des jurés sédentaires — n'est-ce pas le frapper indirectement d'une sorte d'indignité? Eh, bien! qui le croirait, ce langage si peu convenable ne leur faisait point baisser les yeux de honte. Chassés du temple comme ces prêtres infidèles qui avaient brûlé un encens profane sur l'autel des faux dieux, ils cédaient sans regret à un petit nombre de jurés suppléentaires, la portion du pouvoir judiciaire dont ils étaient temporairement investis. Cet abus, tant de fois signalé, se renouvelait sans cesse. Tantôt c'était l'insouciance chez les uns, soit stupidité chez les autres; tantôt c'était la lassitude qu'amène toujours une session trop

longue. Au bout de quelques jours, les accusés ne voyaient plus à la place de leurs Juges naturels, qu'une sorte de commission sédentaire, et improvisée au moment de l'ouverture des débats.

Cette manière d'organiser le Jury avait paru à tout le monde une amère plaisanterie pour les accusés, une déviation de toutes les règles reçues, la substitution, enfin, du régime du bon plaisir à la volonté immuable de la loi.

Ce n'était pas pour borner les pouvoirs de la Cour que nous nous étions élevés avec force contre son indulgence à l'égard des réfractaires, et la facilité qu'elle mettait à accorder des congés. Nous n'avons jamais eu qu'un seul intérêt: conserver à l'institution son véritable caractère, à la justice toute son énergie répressive, à l'innocence ses garanties, au ministère du Juré toute sa dignité. Cette fois-ci nous l'espérons il y aura moins de mobilité dans les éléments du Jury. La session est courte, mais ne se serait-elle pas, qu'il n'en faudrait pas moins obliger les Jurés à remplir, pendant toute sa durée, leurs importantes fonctions.

Le moindre relâchement de la part de la Cour pourrait encourager le mauvais vouloir des uns, et l'insouciance paresseuse des autres. Or, c'est ce qu'il faut éviter autant qu'il est possible. Les amendes, à notre avis, produisent plus d'effet que les harangues judiciaires. Et tel qui n'attache aucun prix aux éloges d'un Président et se moque en secret des avertissements sévères du Parquet, tremble devant la menace d'une condamnation pécuniaire. Les hommes sont par tout les mêmes. Si le patriotisme est une vertu bien rare de nos jours, il est peu de personnes qui ne cèdent à des considérations d'intérêt.

Les jurés qui ont l'intelligence de leurs devoirs et la fermeté pour les remplir, sont en grande majorité. La société et la justice peuvent se reposer sur eux du soin de réprimer les atteintes, que portent tour à tour aux propriétés et aux personnes, les passions mauvaises, ou tous les instincts d'une nature féroce. Heureusement pour le pays, les crimes décroissent dans une progression notable. Si l'on pouvait doter encore des heureux changements survenus dans les mœurs et les habitudes des Français insulaires, des tendances d'ordre et de paix qui se manifestent depuis les villes jusqu'aux plus obscurs hameaux, nous renverrions les incrédules au tableau de la Cour d'assises; c'est là, c'est dans les dé-

bats qui s'agitent dans son enceinte, qu'il faut étudier l'état moral de la Corse, et se former une juste idée des progrès de sa civilisation.

Il est dans le but et l'esprit du journal, de donner de la publicité à toutes les réclamations légitimes. Celle-ci nous paraît de ce nombre, et se rattache aux intérêts les plus importants d'une population trop souvent oubliée.

Ce n'est pas à nous à poursuivre le redressement des griefs graves et nombreux dont se plaint la ville de Sartène. L'autorité supérieure peut s'assurer au moyen d'une enquête, s'il y a injustice ou exagération d'un côté, impéritie ou insouciance de l'autre. Nous désirons que la Corse tout entière profite enfin des avantages de la publicité.

Révéler sans détour les fautes des administrations quelles qu'elles soient, signaler les abus appeler l'attention du gouvernement sur les doléances qui sont l'expression de besoins réels, nous a toujours paru le premier devoir d'une feuille libre et indépendante. Aussi, nous empresserons-nous toujours d'en appeler franchement à l'opinion publique éclairée et de la prendre pour juge souverain entre les administrateurs et les administrés.

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les membres du Conseil municipal et notables de la ville de Sartène, soussignés vous exposent respectueusement;

Que l'administration, n'est pas juste envers leur Commune, dont les habitants sont dévoués au Gouvernement du Roi;

A cet effet ils ont recouru avec confiance à votre autorité, parce qu'ils espèrent que vous daignerez faire cesser les griefs qu'ils ont l'honneur de vous soumettre.

Le 4 août 1834, au moment où leurs Electeurs faisaient triompher pour la députation le candidat du gouvernement, la Préfecture écrivit une lettre au Maire de Sartène, afin de lui faire connaître qu'une somme de 2,500 fr. montant du reliquat des fonds dont l'administration peut disposer, était destinée aux travaux d'art à exécuter aux chemins vicinaux de Sartène.

La lettre s'exprime en ces termes: « Je ne doute pas que les habitants de votre ville n'apprécient ce nouveau bienfait de la part de l'administration et qu'ils ne continuent à donner des preuves de dévouement pour le gouvernement de Sa Majesté. »

Cette promesse solennelle n'a eu aucun résultat. Le dévouement seul est resté, et il sera invincible. Mais en revanche l'administration a accor-

de dernièrement en *charte privée* au Maire de Sol-lacard, sur les fonds précités, la somme de 4,000 fr. Un village a reçu une faveur extraordinaire. Une ville n'a pas eu justice.

2° Sartene a des prisonniers qui rappellent la barbarie des anciens temps. Le département depuis plusieurs années a réalisé des fonds pour en bâtir de nouvelles. Bien souvent des prisonniers y ont trouvé de mort au lieu de leur détention. L'humanité n'a pu recueillir encore la sollicitude de l'administration.

3° Le Conseil et notables de la ville, d'accord avec le Conseil d'arrondissement et le Comité d'instruction publique, ont demandé l'établissement des Frères de la Doctrine chrétienne. Les habitants pour un tel objet se sont imposés de 1,200 francs annuellement et ont invoqué l'appui de l'administration, pour obtenir un supplément soit du Conseil général, soit de la bienveillance du Gouvernement. Cet appui leur a manqué.

4° Au mois de Mai 1836, deux délibérations d'un haut intérêt local ont été prises par le Conseil municipal et notables. L'une est relative à l'entretien et surveillance du cimetière; l'autre regarde un péage imposé sur les bêtes qui on emmène à l'abattoir, afin de donner un revenu à la ville qui n'a aucun fond communal.

Ces deux délibérations ont besoin, pour être exécutées de l'homologation administrative; mais toute instance pour l'obtenir a été vaine. L'administration a toujours gardé le silence.

En attendant les animaux exhumés les cadavres du cimetière. La ville ne peut faire face à aucune dépense urgente. Le mécontentement est au comble.

5° Sartene est dans la plus grande nécessité d'avoir une fontaine. Les habitants se sont imposés de 6,000 francs. Ils ont déjà commencé les premiers travaux. Le département a accordé pour une telle entreprise 1,400 francs. Le ministère a l'effet d'approuver cette imposition exige le *devis*. M. Guitin, ingénieur du département, est venu il y a un an, prendre des notes relatives à ce travail. Mais le *devis* ne peut jamais voir le jour. Toutes les réclamations à ce sujet sont restées sans réponse. Evidemment les habitants et la garnison sont livrés aux plus grandes anxiétés, pour la pénurie d'eau. L'administration ne s'en inquiète nullement.

6° Avec la formation de son budget ordinaire, la ville s'est imposée, comme pour le passé, le 7 mai 1836, d'une somme extraordinaire pour subvenir à ses dépenses à défaut de revenu. Sur les rôles de 1837, on ne voit pas figurer cette contribution extraordinaire. Le service en subira les conséquences. La Commune tout le préjudice.

7° La loi commande l'ouverture des routes royales d'Alajaccio à Bonifacio. On a commencé à Sartene un tracé de route dans la direction de Propriano, et on a abandonné les travaux d'aus-sitôt. Propriano est un golfe magnifique, où aboutissent toutes les ressources de l'arrondissement. Il n'est qu'à la distance de deux lieues et demie de Sartene. L'achèvement de cette route serait d'un avantage immense non seulement pour la ville, mais pour l'arrondissement et l'on a préféré d'activer les travaux aux extrémités de l'arrondissement; savoir : d'Olmeto où ils sont avancés et de Bonifacio, où vont s'ouvrir lorsque le bien et les vœux de la généralité commandent la confection préalable de la route de Propriano à Sartene.

La nécessité de cette route est tellement reconnue en Corse, que déjà le Conseil général avait voté 6,000 fr. pour l'accomplir. Une ordonnance royale avait approuvé ce vote. L'administration en a divergi la destination.

8° Enfin la ville de Sartene, où choses et personnes sont vouées à un éternel oubli, ne connaît l'influence de l'administration que lorsqu'il s'agit de faire exécuter les lois sur les contributions et du recrutement.

Les habitants, Monsieur le Ministre, s'estimeront heureux si vous avez la bonté d'accueillir

favorablement cet exposé et leur faire accorder la justice qui leur est due.

Sartene le 15 février 1837.

(Suivent les signatures.)

Par ordonnance royale du 29 avril, M. Rogier lieutenant-trésorier de la 15^e Légion de Gendarmerie a été promu au grade de Capitaine.

La même ordonnance nomme Capitaine M. Taphanel Lieutenant à Calvi, et Lieutenant à Sartene M. Tozza maréchal de logis.

PARIS.

— On lit dans la *Charte* :
Le roi a daigné commuer aujourd'hui la peine de mort prononcée par la cour des pairs contre Meunier en la peine de déportation.

M. le président de la cour des pairs est allé lui-même annoncer cette nouvelle à Meunier, qui a témoigné les plus vifs sentiments de repentir et de reconnaissance.

— Les dernières lettres diplomatiques arrivées de Londres, parlent toutes de l'intention où seraient les collègues de lord Melbourne d'abandonner lord Palmerston, dont la retraite leur paraît devenue indispensable. Du reste, ces mêmes lettres représentent ce cabinet lui-même comme fort chancelant, et l'on regarde même l'avènement d'un ministère de coalition comme très probable.

— M. Ancillon, ministre des affaires étrangères de Prusse, est mort à Berlin à l'âge de 70 ans.

— Par une ordonnance en date du 14 avril, sont nommés M. Consolat maître de la ville de Marseille; adjoints, MM. 1. Dunoyer, 2. Massot, 3. Cassinet, 4. Fraissinet, 5. Richard, 6. Donnadiou, 7. Loubon, 8. Lagarde père.

— Les lords se préparent à combattre dans la Chambre des Lords le bill sur les municipalités d'Irlande. Dans cette vue ils viennent de présenter à cette Chambre une pétition revêtue de 200,000 signatures de protestants, qui dénoncent la tolérance du Gouvernement Anglais envers l'association catholique. Cette pétition représente la situation de l'Irlande sous les couleurs les plus sombres.

— Par ordonnances du 1^{er} avril sont nommés : M. de Mozenod (Charles-Joseph-Eugène), évêque d'Isoles in partibus, à l'évêché de Marseille, en remplacement de M. de Mazenod (Charles-Fortune), démissionnaire; M. de Marguerie (Frédéric-Gabriel), chanoine de la cathédrale de Soissons, à l'évêché de Saint-Flour, vacant par le décès de M. de Cadalen.

— Par ordonnance du 21 avril 1837, le Roi a nommé à des emplois de lieutenant d'état-major deux élèves de l'Ecole d'application d'état-major.

— Par la même ordonnance, sont nommés au grade de lieutenant d'état-major treize élèves de l'Ecole d'application d'état-major.
— On assure qu'il y aura bientôt au Carrousel des revues successives des légions de la garde nationale de Paris et de la banlieue; les différents corps de la garnison de Paris seront inspectés par le Roi et les Princes.

— Le départ de M. le duc de Broglie est fixé au 12 courant. Les officiers d'ordonnance du Roi iront jusqu'à la frontière dans les voitures de S. M. pour recevoir la princesse Hélène.

La duchesse d'Orléans arrivera à Compiègne. Elle y sera attendue par S. A. M. le duc d'Orléans.

— On annonce que M. le duc de Broglie va partir prochainement pour aller au-devant de la princesse Hélène de Mecklenbourg. On règle ainsi le programme du voyage de la future épouse du Prince royal.

Le 20 mai, elle sera à Metz;

Le 28, à Fontainebleau.

Le mariage sera célébré, le 30, au château de Fontainebleau, aujourd'hui complètement restauré.

Les fêtes dureront quatre jours. Tout annonce

que l'affluence sera considérable. On brigue déjà, comme une haute faveur, les logements à la cour, et les étrangers de distinction s'empressent de retenir des habitations dans la ville.

(Journal de Paris.)

— On écrit de Smyrne, 4 avril : Un brick de guerre français est arrivé de Toulon avec des *radeaux* magnifiques du prince de Joinville pour les pachas des provinces qu'il a parcourues. Ce brick est parti pour Rhodes. Notre ancien gouverneur Hussein-Pacha a reçu de riches présents.

— Par ordonnance du 29 avril, le Roi a nommé au grade de lieutenant et sous-lieutenants de gendarmerie.

— Un arrêté de M. le maréchal Clansel, ex-gouverneur de nos possessions d'Afrique, créant un agha des Arabes, a été rapporté par le nouveau gouverneur. Désormais les affaires arabes seront centralisées sous la dénomination de direction des affaires arabes. Par un second arrêté, M. le comte Damrémont nomme M. Pellicier, capitaine au corps royal d'état-major, directeur des affaires arabes.

— L'affluence des corailiers est assez importante sur les côtes de la province de Bone (Afrique), pour que le Gouvernement ait jugé à propos d'accorder aux bateaux qui se livrent à cette industrie une protection efficace. En conséquence, d'après les ordres de M. le ministre de la marine, les balancelles la *Seybouse* et la *Tofna*, commandées par MM. Michel et Lautier, chefs de timonerie, sont entrées en armement à Toulon le 20 avril.

— La mise en activité du service des paquebots entre Marseille et le Levant ayant été définitivement fixée au lundi 1^{er} mai, trois de ces paquebots se disposent à partir de Toulon pour Marseille; leurs aménagements sont complètement terminés, et l'on peut dire que rien n'a été négligé pour leur donner le luxe et l'élégance.

(Journal de Paris.)

— La Cour d'assises des Bouches-du-Rhône a prononcé, le 20 avril, son jugement dans l'affaire des faux monnayeurs, dont la coupable industrie a inondé les provinces du Midi de fausses pièces de 10 centimes.

Michel Oddo père a été condamné à dix ans de travaux forcés et 10,000 fr. d'amende; Ferdinand Massés, à cinq années de travaux forcés et 10,000 fr. d'amende; Dominique Oddo fils aîné, à cinq ans de prison et 500 fr. d'amende; et Chaix, beau-frère de Massés, à quatre ans de prison et 200 fr. d'amende.

Louis Oddo fils cadet, Michel Torrente, Rostalie Torrente, Bonafino et Zilio ont été acquittés.

— On compte maintenant dans la rade de Toulon sept vaisseaux : le *Montebello*, l'*Ulysse*, le *Saint-Pierre*, le *Suffren*, le *Jupiter*, le *Trident*, et l'*Hercule*. Les six premiers sont destinés à des transports de troupes d'Oran à Bone. Le premier est destiné à parcourir les ports du Brésil et des mers du Sud avec le prince de Joinville.

— Il arrive à Odessa un si grand nombre de navires que le port et la rade en sont couverts. L'affluence des batiments sardes nous promet une exportation de grains assez considérable. On voit aussi dans ce port beaucoup de navires russes et autrichiens, et ce sont ceux-là qui d'habitude se chargent d'exporter nos articles. Plus de 60 embarcations ont dû faire voile pour Trieste, Gênes, Livourne, Marseille et l'Angleterre; nous voyons même arriver des navires d'Alger.

— On écrit de Tilsit, à la date du 15 avril, les nouvelles suivantes :

Le malheur dont notre vallée fut le théâtre en l'année 1829, vient de se renouveler d'une manière effrayante. Quoique depuis plusieurs jours on ait vu tomber la neige en grande quantité et que l'on ait appris qu'il en était encore tombé davantage en Russie, on ne pouvait cependant croire que les eaux du Niemen pussent s'élever de si haut et occasionner de grands dégâts. Hier les glaces se mirent en mouvement avec une crue de 17 pieds d'eau qui dans la nuit furent portés à 21 1/2; 6

pouces de moins qu'en 1829. L'irruption subite d'une masse d'eau d'un mille de largeur sur plusieurs pieds de profondeur inspire avec raison les plus sérieuses inquiétudes. En effet, sur le soir, cinq digues s'étant rompues, le vaste et fertile Delta contenu entre les deux bras du torrent où se trouvent plus de 100 villages, fut tellement inondé qu'on ne voyait plus que le toit des habitations. On ne connaît point encore la grandeur des dégâts qui en sont résultés, mais ils doivent être considérables vu l'impétuosité subite du débordement qui n'a pas laissé aux habitants le temps de se mettre en sûreté, et le grand nombre d'énormes glaçons qu'il charriait.

Audience du 22 avril

Assassinat. — Le nouveau chien de Montargis.

Le 5 décembre, le nommé Dumont, marchand de moutons à Runssy, se rendit à Dompierre chez le nommé Bomblé, pour y toucher une somme d'argent que ce dernier lui devait.

Le soir il ne reparut pas. La nuit se passa.... et on attendit vainement le retour de Dumont. Cependant on apprend qu'à quelques lieues de Dompierre un chien errant a été poursuivi par des paysans. On s'informe, et on reconnaît que ce chien est celui de Dumont. Le chien refuse de retourner au logis, et s'obstine à rester dans les environs. Les nommés Starre, Carrière et Caudron, amis de Dumont, frappés d'un funeste pressentiment, observent les allées et venues du chien et le suivent avec anxiété. Ils arrivent sur le bord d'une petite rivière, et après l'avoir coté pendant quelques instants, ils trouvent une casquette : c'était celle de Dumont.

Bientôt le chien court, bondit, en aboyant, et se met à gratter la terre.

Caudron se rappelle qu'à cette place existait, il y a peu de temps encore, un trou à sable. Aidé de ses compagnons, il sonde... quelque chose résiste, ils fouillent et découvrent le cadavre du malheureux Dumont, que le chien lèche en faisant entendre des gémissements plaintifs.

Le bruit public désigne aussitôt Bomblé comme le meurtrier de Dumont. La justice se transporte chez Bomblé; il a disparu; bientôt on apprend qu'il a passé en Belgique, puis enfin, qu'il a gagné la Prusse. Cependant son extradition est demandée et obtenue, et aujourd'hui Bomblé va répondre devant le jury à une accusation d'assassinat. L'accusé est un homme d'une constitution robuste, mais dont les traits pleins de douceur semblent repousser l'accusation qui pèse sur lui.

Les dépositions des témoins et les contradictions dans lesquelles l'accusé s'engage, ne laissent aucun doute sur sa culpabilité. Malgré les efforts de M^e Pelicet, son défenseur, Bomblé, déclaré coupable de meurtre avec des circonstances atténuantes, est condamné à 20 ans de travaux forcés.

— Toutes les actions composant le fonds social créé par la première société des Dictionnaires ayant été immédiatement soumissionnées, une seconde société avait été formée pour la création et l'exploitation de nouveaux dictionnaires classiques et les actions de cette seconde société avaient trouvé autant de faveur et un écoulement aussi rapide que les premières.

Aujourd'hui ces deux sociétés viennent de se réunir, ce qui naturellement devait être. Cette fusion complètera le succès et la prospérité de la société des Dictionnaires qui du reste sont déjà notoire.

M. le ministre de l'intérieur ayant accordé un brevet d'imprimeur à la société, elle va opérer d'immenses économies sur ses frais de fabrication et augmenter ainsi ses bénéfices. La société des Dictionnaires et des livres d'utilité et d'éducation, telle qu'elle vient d'être constituée définitivement est une véritable institution nationale. On n'avait point été jusqu'ici accoutumé à opérer aussi largement en France. Espérons qu'à l'avenir, toutes les branches d'industrie suivront cet exemple qui nous est donné par l'Angleterre et l'Amérique où les spécialités exploitent d'une

manière si vaste et présentent en général de si brillants résultats.

Les actions de la société des Dictionnaires, dont quelques unes se sont déjà négociées au dessus du pair, ne peuvent manquer de voir leurs cours s'élever rapidement.

Le magnifique établissement de Charenton-le-Pont dont une compagnie vient de confier la direction à M^r. Hamond l'un des ingénieurs les plus célèbres et les plus capables, est après le chemin de fer de Versailles à Paris l'entreprise qui fixe le plus en ce moment l'attention de toutes les personnes qui indépendamment de la certitude d'un intérêt de 6 p. 100 régulièrement servi, visent à un rapide accroissement de leur capital.

En quelques jours les actions de l'un des chemins récemment concédés se sont élevées de 500 à 740 fr. Le même succès attend les actions de la compagnie de Charenton, car toutes ces affaires se lient puisqu'à ce colossal établissement viennent aboutir toutes les importantes commandes aux quelles donnent lieu chaque nouveau chemin de fer qui s'établit. Son capital n'étant que d'un million et les bénéfices ne pouvant rester au dessous de 25 à 30 p. 100, nul doute que les actions de la compagnie des boudiers et ateliers de Charenton ne valent bientôt le double de leur pair d'émission, c'est à dire 500 fr. au lieu de 250 fr.

M^r. Hamond, en rendant à l'industrie des machines, le magnifique établissement de Charenton, seconde puissamment l'essor des chemins de fer et de l'industrie manufacturière en France, car les fabriques anglaises ont pour notre pays plus de commandes qu'elles n'en peuvent satisfaire et l'on est obligé par exemple pour obtenir des locomotives, de s'inscrire long-temps à l'avance et de subir les délais qu'imposent les constructeurs anglais. Une des premières machines qui sortira de Charenton, sera une locomotive moins pesante que celle que nous expédie l'Angleterre; exigera par suite des rails moins épais, elle marchera beaucoup plus vite, tout en consommant cependant beaucoup moins de combustibles.

M^r. Hamond, assure-t-on, se propose de mettre sa machine à l'épreuve d'un concours public qui aura pour résultat de prouver que c'est par suite d'un préjugé irrationnel que nous croyons l'Angleterre seule capable de fournir de bonnes machines, et que nous versons chaque année sur son sol d'importants capitaux qui ne devraient pas sortir de France.

ANNONCES.

Par exploit de Zulezzi, huissier près le Tribunal Civil seant à Bastia, y demeurant, du huit mai mil huit-cent-trente sept, enregistré, la Dame Pauline Palmieri née Bartolini, ménagère domiciliée et demeurant à Bastia assistée par M^r. Pignoni avoué au dit Tribunal et qui a charge d'occuper pour elle, a demandé d'être séparée quant aux biens d'avec le sieur Vincent Palmieri Commerçant demeurant à Bastia son mari, et par conséquent la restitution de sa dot et autres droits et reprises matrimoniales; plus les intérêts de droit et dépens.

Pour extrait, Certifié véritable par moi soussigné, avoué de la poursuivante.

Bastia le 9 mai 1837.

Signé PIGNONI AVOUÉ.

INSTITUT ORTHOPÉDIQUE DE PARIS

Dirigé par M. le Docteur JULES GUÉRIN, au château de la Muette, à Paris.

De nombreux guérisons attestées par les premiers médecins de la capitale, la réunion de tous les avantages hygiéniques, les meilleurs moyens gymnastiques et orthopédiques imaginés jusqu'à ce jour, font de l'Institut orthopédique de Paris, l'établissement le plus capable de répondre à la confiance des familles. S'adresser pour avoir le prospectus et les conditions de l'établissement directement à M. le D^r Jules Guérin.

DE PAR LA LOI.

Vente aux enchères sur licitation judiciaire d'un étang composé de quatre pièces, des greniers au dessus, d'une terrasse, et un cabinet dépendant le tout d'une maison sise à Bastia rue droite, les dits étages, greniers, cabinet et terrasse appartenant indivisiblement au sieur François Calandra fourrier au 46^e régiment de ligne en garnison à Strasbourg y demeurant, domicilié de droit à Bastia, et aux sieurs Antoine Dané, et la Dame Marie Lucie Dané veuve Aimé tous deux commerçants domiciliés à Bastia.

La vente par licitation a été ordonnée par jugement du tribunal civil de Bastia du dix sept juillet mil huit cent trente cinq, confirmé par arrêt de la Cour Royale de Bastia du trente mai dernier, tous enregistrés, sur la demande formée par le dit Calandra, pour lequel M^r. Benedetti avoué au même tribunal a occupé dans la dite instance.

Le cahier des charges contenant les conditions de l'adjudication a été déposé chez le notaire Antoine Joseph Guasco résidant à Bastia, commis par Justice.

L'adjudication définitive aura lieu en l'étude du dit notaire sis rue Napoléon, le dix neuf du mois de mai courant mil huit cent trente sept à onze heures du matin. L'adjudication préparatoire ayant eu lieu le neuf janvier dernier, le dit immeuble a été adjugé au sieur Antoine Sisco propriétaire demeurant à Bastia, pour la somme de cinq mille six cent francs.

S'adresser au dit notaire pour connaître les clauses et conditions de la vente, et à M. l'avocat Casella fondé de pouvoir du poursuivant pour voir l'immeuble.

Bastia le 10 Mai 1837.

Signé : MARTIN huissier.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 3 au 10 Mai 1837.

ARRIVÉES.

PROPRIANO, Gondole Louise, Cap. Oliva.

St-PELLEGRINO, Tartane Espérance, cap. Beneditti.

PORTO-VECCHIO, Gondole, St-Joseph, cap. Lorenzi.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

FUMORBO, Bombarde St-Charles, cap. Erso.

LIVOURNE, Gondole St-Joseph, cap. Thier.

AJACCIO, Golette d'Etat l'Etoile, cap. Gasquet.

Lieut. de vaisseau.

MARSEILLE, mistick Rose, cap. Sisco.

St-PELLEGRINO, Bœuf Jésus Marie, c. Baussa.

TOULON, Bateau à vapeur Liamone, c. Cuneo.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

LIVOURNE, Bombarde St-Charles, cap. Erso.

LIVOURNE, Gondole Mistick Rose, c. Benso.

DÉPARTS.

LIVOURNE, Bœuf Deux cousins, c. Belgodere.

TOULON, Bateau à vapeur Liamone, cap. Cuneo.

St-PELLEGRINO, Bœuf Jésus-Marie, c. Baussa.

MAGINAGGIO, Tartane St-Thérèse, c. Raffacci.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

LIVOURNE, Bombarde St-Charles, cap. Erso.

LIVOURNE, Gondole Mistick Rose, c. Benso.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

Opération présentant les avantages d'un Placement industriel avec toutes les garanties d'un placement hypothécaire.

La France offre, d'un bout à l'autre, une multitude de machines de tous genres, qui, depuis un an, ont été en grande partie d'Angleterre pour être revendus en France.

COMPAGNIE
POUR L'EXPLOITATION

L'industrie des machines est devenue la base fondamentale de la prospérité manufacturière et commerciale du pays; elle offre aux capitaux une plus brillante perspective.

DES FONDERIES ET ATELIERS

DE CHARANTON-LE-PONT,

Situés à une demi-lieue de Paris, route de Lyon, au confluent de la Seine et de la Marne.

CONSIDÉRATIONS IMPORTANTES.

Dans l'état de concurrence où s'agit aujourd'hui l'industrie, la nécessité pour chaque pays de produire pour lui-même, de se soustraire au monopole étranger, n'a jamais été plus évidente qu'en matière de machines. Nulle fabrication ne présente plus d'avantages; en effet, les nombreux ateliers qui, en Angleterre, travaillent pour la France, ont à supporter une main d'œuvre plus coûteuse, un transport plus long, et un droit d'entrée de 30 p. 100, aussi ne doit-on attribuer en France le manque de grands établissements de ce genre, qu'au peu de foi qu'ont encore les esprits dans les bienfaits de l'association. En Belgique, en Prusse, en Pologne et même en Russie, d'immenses établissements qui sont dans l'état le plus florissant. Les commandes reçues par ses établissements absorbent même leur production possible pendant trois ans, et garantissent à l'usine qui se créera en France, à l'instar de celle que cet honorable industriel a fondée à Serang près Liège, le plus rapide et le plus complet succès.

Ainsi on le voit, l'intérêt de la France et l'intérêt privé sont ici d'accord pour attirer les capitaux vers cette industrie mère, industrie prodigieusement féconde, à laquelle chaque jour est redevable un progrès.

AVANTAGES PARTICULIERS A LA SITUATION DE CHARANTON.

L'expérience a prouvé que les grandes villes offrent la condition la plus avantageuse pour des établissements qui sont uniquement destinés à la construction des machines. Ce fait s'explique assez par la multiplicité des relations, la proximité des sources de tout genre d'objets d'art et de fournitures, et la facilité de se procurer des ouvriers de choix. En Angleterre, c'est surtout à Londres d'abord, puis à Liverpool, à Manchester et à Birmingham, que se trouvent les ateliers de construction; en France, c'est à Paris.

De tous les établissements consacrés à cette industrie dans notre pays, le plus vaste et le mieux situé est sans contredit celui de Charanton-le-Pont.

Il est placé au confluent de la Seine et de la Marne, à une demi-lieue de l'une des barrières de la capitale, et, qui, évite, l'écueil de la bouillie, celui des vivres et boissons; or, cet avantage se traduit par

une économie de 50 francs par cent hectolitres de bouillie, ce qui la met absolument au même prix qu'à Londres. Sur les vivres et boissons, la proportion est plus considérable encore, ce qui rend même cher le salaire des ouvriers. La Marne décharge à la porte des ateliers de Charanton les fers de la Champagne, et la Seine apporte les bouilles d'Épinal et d'Anzin. L'établissement aboult d'un côté sur le canal même, de l'autre, sur la route royale de Lyon.

Ce colossal établissement fut fondé en 1818, par les soins de MM. Manby et Wilson; il a coûté plusieurs millions, et il faudrait encore les dépenser pour le créer s'il n'existait pas.

Le prix auquel est porté l'établissement dans l'acte de société passé le 26 mars 1837, chez M. Hallig, notaire à Paris, est uniquement celui de la matière brute qui le compose, ajoutée à celui local; c'est-à-dire qu'il ne représente que le prix du fer en barres dans les

magasins du marchand, et des pièces de fonte brute sortant de la fonderie. Ceci résulte de l'inventaire qui a été dressé par les industriels et ingénieurs civils les plus compétents et les plus honorables de la France.

Un bénéfice important que présente donc déjà un bon placement industriel, l'établissement des fonderies et ateliers de Charanton-le-Pont réunit encore l'avantage d'offrir toute la sécurité et toutes les garanties d'un placement hypothécaire. Il n'y a point pour la France de ces actions légendaires qui sont la proie de toutes les sociétés industrielles. Les gains, dans leur confiance, n'ont même voulu entrer en partage des bénéfices qu'après que 10 pour cent d'intérêt auront été payés par les actionnaires.

En un mot l'établissement de Charanton représente une valeur au moins triple de son capital social.

GARANTIES MORALES.

Le directeur, M. CHARLES HAMOND (1), a depuis long-temps dirigé de grands travaux. Les machines les plus remarquables par leurs dimensions et leurs résultats, dans le midi de la France, ont été construites par lui dans des circonstances qui ne augmentaient les difficultés. Sa haute valeur scientifique est également appréciée dans le monde industriel, et il est connu par d'importantes inventions, dont il a transmis la propriété à la Compagnie; entre autres celle des machines à vapeur locomotives, disposant extérieurement de tous fers et du temps de passage. Ces machines ont la faculté d'aller chercher les différents industriels à mettre en œuvre, au lieu d'en attendre une seule; elles pourraient même être employées pour un travail quelconque. Cette mobilisation de la force fera époque dans la machine à vapeur.

Le sous-directeur, M. G. LAMOTTE, qui a pendant plusieurs années dirigé les mines de Schœnbeek, est connu par ses grands travaux hydrauliques et son habitude des machines à vapeur employées à ces diverses opérations.

Un inventaire du matériel, dressé et approuvé par les ingénieurs les plus honorables comme, se trouve déposé aux mains du banquier de la Société. Il est précédé des considérations suivantes qui feront apprécier toutes les garanties offertes par l'établissement aux personnes qui s'y intéressent.

Le chiffre dressé inventaire s'élève à 759,669 fr. Dans cet inventaire, le matériel est estimé au prix actuel on l'aurait avant qu'il soit livré, tourné, ajusté, acéré et transformé en machines et outils, c'est-à-dire la fer au prix de simples barres; bonne qualité, prise chez le marchand de fer; la fonte au prix de pièces brutes sortant de la fonderie. Pour arriver à une juste estimation de la valeur de ces objets comme machines, c'est-à-dire à celle qu'ils offriraient à un fabricant voulant exploiter, il reste à tenir compte de la main-d'œuvre, de combustible, du déchet des outils, des matières accessoires, du transport et des frais généraux employés d'abord à les confectonner, et ensuite à les poser et à les fixer en place. Il y a aussi d'autres objets, qui, quoique très dépendants et tout à fait indispensables, n'ont pu figurer sur l'inventaire, tels que nombreux outils, machines de toutes espèces, pièces d'eau, réservoirs, etc., etc., de sorte que le prix réel doit être porté à quatre ou cinq fois ce qu'il est ci-dessus.

(1) L'ingénieur en chef des mines de 16^e arrondissement, M. Thibault, dans son rapport à l'administration centrale, s'exprime dans ces termes sur M. Hamond, à propos d'une machine d'épuisement construite par ses soins: « Un pareil établissement fait le plus grand honneur à M. Hamond, et donne la mesure de sa capacité; ses travaux lui méritent la reconnaissance du pays, et des encouragements. Je ne puis, sous tous les rapports, que le recommander à votre bienveillance et vous prie d'appeler sur cet habile ingénieur l'attention du gouvernement. »

COMMANDES.

Depuis six semaines que l'établissement est en pleine activité, il a déjà reçu d'importantes commandes, entr'autres un pont suspendu pour la Seine d'une valeur de cent mille francs de travaux au moins; des travaux pour le chemin de fer de Paris à Saint-Germain, pour plus de trente cent mille francs; un moulin de trente paires de meules d'une valeur de deux cent mille francs; il est assuré en outre d'un grand nombre de travaux pour le chemin de Paris à Versailles, et pour diverses autres aîmes et manufactures. Il ne pouvait en être autrement, puisque en France la demande en fabrication de machines est bien supérieure aux forces et moyens de production. N'a-t-on pas vu récemment l'administration des postes obligée de partager ses commandes entre la France et l'Angleterre, à l'occasion des paquebots de la Méditerranée.

L'énumération ci-jointe, placée au-dessous du plan figuratif de l'Usine, fera apprécier toute son importance.

A. Cour principale de l'usine. - B. Cour de la fonderie. - C. Bâtiment des bureaux. - D. Ateliers d'ajustage, de forge et d'ajustage. Les greniers servent de dépôt de matières. - E. Grandes fonderies. - F. Fonderies en sable vert. - G. Maison de la machine de 16 chevaux servant de moteur aux ateliers d'ajustage et d'ajustage. - H. Grande algairerie mue par la machine de 16 chevaux. - I. Maison de la machine de 20 chevaux, servant de moteur à la grande algairerie, au moulin à charbon et à la forge de la fonderie. - K. Atelier du grand tour parallèle des tours servant de fabriquer, ateliers de forge, et l'atelier d'ajustage des machines. - L. Petite fonderie en fonte. - M. Consigne de la petite.

Des qu'a été connue la mise en action de l'importante Usine de Charanton-le-Pont, plus de la moitié du fond social a été souscrit en peu d'instants par les maisons de banque les plus considérables de la capitale. Les actions qui n'ont resté à placer encore se soumissionnent chez M. CLÉMAN, dépositaire des titres, rue de la Victoire, n° 11, à qui il suffira d'adresser une lettre ainsi conçue: Je soussigné déclare soumissionner une action des Fonderies et Ateliers de Charanton, et autorise à faire traiter sur moi pour son montant, soit 250 fr. à TELER ÉDOUARD.

M. CLÉMAN répondra également à toutes les demandes de renseignements qui lui seront adressées, rue de la Victoire, n° 11, à Paris.

MERCREDI 17 MAI 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.

A l'Office-général de L'Édition de BASTIA.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.



CORSE.

La route de Bastia à Macinaggio est à peine commencée. La nécessité d'en poursuivre la construction n'est mise en doute par personne. C'était une erreur de croire que la communication avec le Cap-Corse, par la voie de la mer, rendait superflue la route projetée. On a compris maintenant, que c'était en quelque sorte isoler cette province du reste de la Corse, que de laisser inachevée la route départementale, qui doit avoir pour résultat immédiat d'y accélérer les progrès industriels, d'y étendre et encourager la culture des vignes, dont le produit forme déjà une ressource importante pour cette population laborieuse. Il entre d'ailleurs dans le système actuel et l'ensemble des améliorations à introduire dans notre département, d'ouvrir des communications sur tous les points et dans toute son étendue. Il faut que le sol soit sillonné, en tout sens, de grandes et petites voies de communication, que toutes les localités et surtout les cantons agricoles deviennent accessibles au moyen de transport, que la paresse n'ait plus d'excuse et que les populations indigènes ne puissent plus rejeter leur misère sur l'incurie de l'administration. — C'est avec un véritable plaisir que nous avons appris que le plan des travaux à exécuter pour achever cette route, a été déjà envoyé à l'administration supérieure. Aucun obstacle ne saurait donc retarder la reprise des travaux. Une partie des fonds votés est disponible. Le reste le sera bientôt. Ainsi on peut pousser aussi loin que ces allocations le permettent: les ouvrages ont été assez long temps suspendus.

A propos de cette route nous devons signaler la fait suivant: On s'est permis de démolir le mur le long de la route vers la mer, mur dont l'ancien propriétaire a été dépossédé mais l'engagement indomptable. Cette usurpation flagrante sur le domaine public, exercée aux avenues de la ville, aurait dû éveiller le zèle de messieurs les employés des Ponts et Chaussées. De ce mur qui soutenait les terres et barrait un précipice aux passants, il ne reste plus que des vestiges, des ruines. Il est surprenant, déplorable que l'on n'ait pas songé à s'y opposer ou dresser au moins pour la forme, un procès verbal de contravention.

On nous communique la lettre que S. A. R. Monseigneur le Duc d'Orléans a adressée à M. le Préfet de ce département, et que nous nous empressons de publier:

Tuileries, 3 mai 1837.
Je me suis déjà félicité, Monsieur, de pouvoir être, après mon voyage en Corse, l'intermédiaire de vos vœux de ce pays, et c'est avec bonheur que j'ai vu l'intérêt du gouvernement et des chambres appelé sur un département, à qui les progrès de son agriculture doivent assurer un avenir prospère. Je ne serai pas moins heureux d'y concourir personnellement; et je désire consacrer à l'encouragement de ces progrès, et spécialement de la culture du murier, une somme de dix mille francs. C'est à votre dévouement aux intérêts de la Corse, que je m'en rapporte, pour le mode d'encouragement qui doit être adopté.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur, l'assurance de mes sentiments pour vous.

Votre affectionné,
FERDINAND PHILIPPE D'ORLÉANS.

Le don de 10,000 francs que le Prince royal vient de faire à notre département est un nouveau témoignage de sa sollicitude éclairée. Les espérances qu'il avait laissées sur son passage au milieu de l'île se réalisent au gré de nos vœux. L'intérêt que l'héritier présomptif de la couronne semble prendre au bien être d'une province éminemment française dont il a étudié les besoins avec le désir d'améliorer sa position, éclate dans toutes les propositions qui ont pour but de réparer l'oubli des gouvernements antérieurs. C'est ainsi que nous apercevons sa haute et bienfaisante influence dans la demande du crédit pour l'achèvement de nos routes royales; dans les soins que l'on paraît vouloir enfin apporter à l'amélioration de toutes les branches du service public, dans les encouragements à donner à l'industrie agricole, enfin dans tout ce qui peut accélérer le mouvement de la prospérité générale.

La somme de 10,000 francs qu'il met à la disposition de M. le Préfet, équitablement répartie, pourra contribuer puissamment à encourager l'agriculture. L'intention de S. A. R. c'est qu'elle soit consacrée à cet usage, et surtout à la propagation de la culture du murier. Nous espérons que la répartition sera faite d'après les besoins des localités et avec autant de discernement que de justice distributive. C'est un dépôt sacré que ce don de la libéralité royale. En distraire la plus petite parcelle, ou la détourner de sa destination, ce serait aller contre les vœux du Prince, ce serait répondre bien mal à cette honorable confiance. Partager cette somme en plusieurs fractions pour en faire autant de primes d'encouragement au profit des agronomes laborieux et les refuser à des riches mendiants, dont on récompense ainsi le zèle obséquieux, voici de quelle manière cette somme pourrait utilement fructifier.

M. Giacobbi à qui cette lettre a été adressée n'ayant pas cru devoir y répondre, on nous prie de l'insérer dans notre journal.

Monsieur.
C'est avec regret que j'ai lu dans le second volume de votre histoire sur la Corse (Pag. 345, 346, 347) des assertions erronées relativement à feu mon oncle Don Guerino Fabiani. Comme elles sont de nature à porter atteinte à sa mémoire, il m'appartient d'en démontrer la fausseté. Toute ma famille est connue par son dévouement à la cause nationale. Son nom figure avec quelque honneur dans nos annales. Vous n'avez pas craint cependant de les signaler comme des traites. Don Guerino Fabiani ne devia pas davantage de cette noble route. Fidèle aux exemples qu'il avait reçus de ses pères, la Corse ne comptait pas de défenseurs plus dévoués que lui. Je dis qu'il ne s'écarta point des traditions de sa famille; en effet Guerino Fabiani son oncle, et dont il portait le nom, mourut dans les prisons de Bastia, où il avait été enlevé par ordre du Gouverneur génois. Son crime, c'était d'abhorrer la domination étrangère. Simon Fabiani, frère du dit Guerino, et père de celui dont nous venons de parler, fut élevé au grade de Général et enlevé à son pays par des assassins qu'il avait soudoyé le Gouvernement oppresseur (1).

Jean Baptiste Fabiani, père de Simon, ne fut pas moins attaché à son pays. Lorsque le chanoine Ortoni fut envoyé en qualité de mandataire à la Cour de Charles VI Empereur et Roi en 1763, pour obtenir sa puissante intervention, la délivrance des quatre chefs de la nation qui retenait dans les liens d'une dure captivité le sénat Lygrien, ce fut ce citoyen généreux qui fournit l'argent nécessaire à cette patriotique mission.

Un autre Simon Fabiani cousin du premier, devint colonel (2) et ne le céda à qui que ce fût en attachement à la Corse. Lors de la guerre de l'indépendance et sous le Généralat de l'illustre Paoli, Ours Jacques Fabiani, fils de Simon, trouvait une mort glorieuse sur le rivage du Macinaggio en combattant pour l'affranchissement du territoire.

Que dans votre histoire vous ayez jugé convenable de glisser sur tous ces faits, et de ne faire aucune mention de la famille Fabiani, une telle omission aurait pu nous surprendre, mais admettez elle ne nous donnait pas le droit de réclamer à la face de la Corse, contre les passages dont nous venons de rectifier les grossières inexactitudes. Mais il ne s'agit pas ici de préférence ou d'oubli, mais du grave reproche de trahison, c'est-à-dire, de ce qu'il y a de plus flétrissant pour la mémoire d'un homme. Vous trouvez donc tout naturel, M. l'historien, que

(1) Voyez l'Histoire du Roi Théodore, pag. 147, 155, 186, 189; Cambraggi, 3 vol. pag. 61, 70, 74, 83, 95, 114, 124.

(2) Voyez Cambraggi, 4 vol. pag. 5.

je renvoie à cet égard la honte que vous devez sur la tombe de mon oncle Guerino, dont je ne suis par quel motif vous supprimez le prénom. Avant de recourir à cette voie de publication pour justifier sa mémoire aussi légèrement attaquée, j'ai voulu en appeler à votre impartialité d'annaliste, mais vous n'avez pas daigné répondre à mes lettres, votre silence me prouve que vous ne tenez pas beaucoup à être éclairé, sur vos erreurs.

La démonstration en est bien aisée; la voici : Le feu Guerino dont il s'agit, n'avait point de neveu qui marchât sous les bannières de la France, ni sous le drapeau national. Celui qui existait alors était le petit-neveu de son oncle, Monsieur Guerino, qui était en état de servir et surtout de machiner des trahisons. Il est mieux encore, la trahison dont il vous plaît de rejeter l'odieux sur un membre de votre famille eut lieu à Ville-Rousse dans le mois de novembre 1766. En bien ! mon oncle Guerino avait été emporté par le torrent de Losari, éloigné de Ville-Rousse d'environ sept milles, à son retour de Bastia le 4 Avril 1781. Les dates ici répondent suffisamment à vos assertions. Pour prouver mieux encore les erreurs dans lesquelles vous êtes tombé, je vous ferai observer qu'à l'époque de cet événement, le général Paoli n'était pas à Ville-Rousse mais au couvent des Capucins situé à Sainte-Reparate, séparé de Ville-Rousse par une distance de trois milles où il ne fut livré aucun combat. Ces faits ou pourraient les établir au besoin, par des documents authentiques ou par le témoignage des contents parotais.

Santa Reparata le 14 Avril 1837.

GUERINO FABIANI.

L'Intendance Sanitaire d'Asciola a soumis à une observation de huit jours les provenances du port de Naples.

M. Rolagha sous-Lieutenant au 6^e régiment de ligne a été nommé Lieutenant au même régiment.

M. Vico, Jean-Pierre, sous-Lieutenant au 13^e de ligne a été promu au grade de Lieutenant d'état-major.

La Chambre des Pairs a adopté le projet de loi sur le 4,600,000 fr. pour les routes et ports de la Corse, à la majorité de 93 voix sur 94.

PARIS.

RAPPORT AU ROI.

Sire, Un grand acte de clémence était depuis longtemps le vœu de votre cœur, mais avant de l'accomplir, il fallait que les partis vaincus ne pussent attribuer l'oubli de leurs fautes qu'à votre générosité. L'ordre est affermi; votre gouvernement reste armé de lois salutaires qui ont sauvé la France, et serviraient de nouveau à réprimer toutes les tentatives criminelles auxquelles des hommes incorrigibles oseraient encore se livrer. La garde nationale et l'armée viennent de saluer de leurs acclamations votre présence. La nation entière s'associe aux émotions de votre cœur paternel en voyant approcher une union qui va perpétuer votre dynastie.

Votre Majesté a jugé que le moment était venu de donner cours aux inspirations de son âme. Elle fera descendre du haut du trône l'oubli de nos discordes civiles et le rapprochement de tous les Français. Un tel acte ne peut plus être qu'un éclatant témoignage de la puissance de l'ordre et des lois. Votre gouvernement, après avoir plus combattu et moins puni qu'aucun autre, aura tout pardonné.

Conformément aux ordres de Votre Majesté, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet d'ordonnance qui suit.

Je suis avec respect,

De Votre Majesté,

Le très-humble, très-obéissant et très-fidèle sujet,

BARTHE.

ORDONNANCE DU ROI.

LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Art. 1^{er}. Amnistie est accordée à tous les individus actuellement détenus dans les prisons de l'Etat, par suite de condamnations prononcées pour crimes et délits politiques.

Toutefois, la mise en surveillance est maintenue à l'égard des condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ainsi qu'à l'égard de ceux qui y ont été assujettis par jugement.

Art. 2. La peine prononcée par la cour des pairs contre les nommés Victor Boireau et François Meunier est commuée en celle de dix ans de bannissement.

Art. 3. Notre garde-des-sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait aux Tuileries, le 8 mai 1837.

LOUIS-PHILIPPE.

Par le roi :

Le garde-des-sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes,

BARTHE.

Dans la Presse du 28 avril nous avions demandé que l'amnistie précéderait la revue, mais c'est le roi qui a personnellement insisté pour que l'amnistie suivit la revue et ne la précéderait point, pensant qu'il serait contraire à la dignité du trône que l'amnistie ne parût qu'un moyen de provoquer les acclamations de la garde nationale, et peut-être même que l'amnistie pût être considérée comme une concession faite à une circonstance, et qu'on pût supposer qu'elle était de sa part un calcul de popularité, lorsqu'elle n'était qu'un acte de clémence. Faire connaître de si nobles motifs, c'est les louer et leur assurer l'unanimité assentiment.

Une circulaire confidentielle a été adressée ce soir, du ministère de la justice, à tous les procureurs-généraux; elle est destinée à expliquer le sens de l'ordonnance d'amnistie. M. le garde-des-sceaux y déclare qu'on se tromperait sur le sens de l'amnistie, si l'on pouvait voir un gage d'impunité, un encouragement donné aux nouveaux crimes ou délits politiques. M. le garde-des-sceaux invite donc MM. les procureurs-généraux à redoubler de surveillance et de sévérité envers tous les auteurs et auteurs d'attentats ou de machinations contre l'Etat, déclarant que la plus grande rigueur doit désormais procéder à toute répression politique. On dit aussi que des agents du ministère de l'intérieur, sont partis avec les fonds nécessaires pour les premiers secours à donner aux amnisties.

(La Presse.)

La Charte de 1830 donne ce soir les détails suivants sur la revue :

Le plus beau temps a favorisé aujourd'hui la revue passée par le Roi.

Dès 9 heures du matin, Mgr le duc d'Orléans était allé prendre le commandement des troupes de ligne, ayant sous ses ordres Mgr le duc de Nemours, commandant une brigade de cavalerie, et MM. les généraux Pajol et Darriule. Le Roi est sorti des Tuileries à dix heures, ayant à ses côtés Mgr le Prince de Joinville et Mgr le duc d'Aumale. M. le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur; M. le lieutenant-général Baron Bernard, Ministre de la guerre; M. de Salvandy, Ministre de l'instruction publique; M. le vice-amiral de Rosamel, Ministre de la marine; MM. les maréchaux, duc de Dalmatie, comte Gérard, marquis Maison, comte Molitor, marquis de Grondy, M. le lieutenant-général comte Sebastiani suivaient à cheval S. M. Le cortège se composait en outre des aides de camp et officiers d'ordonnance du Roi, d'un grand nombre d'officiers-généraux et d'officiers supérieurs de tous les grades.

Le Roi a d'abord passé en revue les quatre le-

gions des gardes nationales de la banlieue, et successivement toutes les légions de la garde nationale de Paris, rangées en bataille dans la cour et le jardin des Tuileries, sur la place du Carrousel, sur les quais de la rive droite, depuis le pont du Carrousel jusqu'à la pompe à feu de Chaillot; puis S. M. a vu l'infanterie de ligne, la cavalerie et l'artillerie, qui se défilèrent sur les quais de la rive gauche, depuis la Chambre des Députés jusqu'à l'esplanade des Invalides. Partout la garde nationale et l'armée ont salué S. M. des acclamations les plus vives, les plus propres à toucher son cœur.

A une heure le Roi est venu sur la place de la Concorde au pied de l'Obélisque de Louxor, où il a été rejoint par la Reine et les Princesses. M. Martin du Nord, Ministre des travaux publics et du commerce, était dans une des voitures de S. M.

Les 4 légions des gardes nationales de la banlieue ont défilé d'abord; leurs bataillons étaient plus nombreux que jamais; elles ont de nouveau fait éclater le plus énergique dévouement pour ce Roi qu'elles sont venues si constamment défendre toutes les fois que les factieux ont, depuis sept ans, menacé le trône constitutionnel.

Les légions de la garde nationale de Paris suivirent par ordre de numéros; toutes également nombreuses, toutes animées des mêmes sentiments pour le Roi et pour sa Dynastie, toutes les saluant des mêmes cris d'amour et d'enthousiasme. Puis sont arrivées, les troupes de ligne, ayant à leur tête Mgr le duc d'Orléans et Mgr le duc de Nemours, ces deux Princes déjà si chers à l'armée par leur courage, pour la part glorieuse qu'ils ont souvent prise à ses fatigues et à ses dangers. Les régiments, en passant devant S. M., faisaient à l'envi retentir l'air des cris de Vive le Roi!

Le Moniteur contient les détails suivants : Mgr le duc d'Orléans vient de consacrer 150,000 fr. à fonder des bourses à l'Ecole royale militaire de Saint-Cyr. L'intention de S. A. R. est de donner ces bourses aux sous-officiers de l'armée que leurs examens feraient déclarer admissibles à l'Ecole royale militaire.

S. A. R. a envoyé à M. le préfet du Rhône 50,000 fr. destinés à procurer du travail aux ouvriers de Lyon. Les commandes devront porter sur la partie de l'industrie lyonnaise qui souffre le plus en ce moment.

S. A. R. a envoyé à M. le préfet de la Corse 10,000 fr., pour encourager l'agriculture dans ce département, et spécialement la culture du mûrier.

Le prince royal désire en outre, à l'occasion de son prochain mariage, donner des livres de caisses d'épargne avec première mise à des enfants d'ouvriers des principales villes de France, et notamment à ceux qui se distinguent dans les écoles qu'ils fréquentent.

S. A. R. a consacré à cette œuvre, pour Paris, 40,000 fr.; Lyon, 20,000 fr.; Marseille, 10,000 fr.; Bordeaux, 10,000 fr.; Nantes, 10,000 fr.; Rouen, 10,000 fr.; Lille, 10,000 fr.; Toulouse, 10,000 fr.; Strasbourg, 6,000 fr.; Amiens, 6,000 fr.; Metz, 6,000 fr.; Nîmes, 6,000 fr.; Orléans, 6,000 fr.; Reims, 6,000 fr.; Saint-Etienne, 6,000 fr.

M. le duc d'Orléans vient d'adresser la lettre suivante au préfet du département du Rhône :

Tuileries, le 3 mai 1837. Les souffrances de la population ouvrière de Lyon s'étant prolongées, je désire, monsieur, concourir de nouveau à leur adoucissement, de la manière qui serait la plus utile pour eux, je vous envoie cinquante mille francs destinés à procurer du travail à ceux qui souffrent le plus en ce moment. Je désire, en outre, à l'occasion de mon prochain mariage, donner des livres de caisse d'épargne, avec première mise, à des enfants d'ouvriers, notamment à ceux qui se distinguent dans les écoles qu'ils fréquentent. C'est à vos soins que je désire confier la répartition des commandes et la distribution des livrets.

vous tenant avec plaisir l'assurance de mes sentiments pour vous.

Signature de S. M. le duc d'Orléans.

M. le duc de Broglie va au devant de la princesse Helène, en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Il se rendra jusqu'à Fuld, dans la Hesse-Electorale. Son ambassade se compose de MM. le comte Foy, d'Haussoville, Doudan, et Roban-Chabot.

M. le duc de Choiseul a reçu, en outre, l'ordre du Roi de se trouver à Forbach, le 24 de ce mois, pour recevoir et accompagner S. A. R.

M. Jules Humann, second secrétaire de la légation de France, à Berlin, est arrivé hier de Berlin. On le dit porteur des ratifications du mariage de S. A. R. le duc d'Orléans avec la princesse Helène.

M. le duc d'Orléans est parti aujourd'hui pour Bruxelles, où il doit assister au baptême du prince belge, dont il va être le parrain. S. A. R. se rendra ensuite à Chantilly pour présider les courses annoncées depuis quelque temps. L'absence du prince ne dépassera pas la semaine.

La Chambre des Pairs a voté après une courte discussion, et sans amendement, la loi de M. Duchâtel sur les travaux extraordinaires.

La loi des fonds secrets a été votée par 250 voix contre 112.

M. le comte Sebastiani doit partir sous quelques jours pour Londres. Les affaires de cabinet à Paris, auxquelles le général était si lié, étant terminées, l'ambassadeur va reprendre son poste plus essentiel pendant la session du parlement anglais.

Un grand pas paraît être fait depuis deux jours dans la voie parlementaire. Tous les journaux sont d'accord à poser en ces termes la question constitutionnelle, c'est-à-dire celle de la majorité et celle des élections. — ou M. Guizot, ou M. Odilon Barrot.

Meunier a été extrait avant hier de la prison du Luxembourg, et conduit à la conciergerie, où il est en ce moment. Ce matin quelqu'un lui demandait ce qui s'était passé en lui au moment de sa condamnation, et au moment où il apprit la commutation de peine. Tout le contraire de ce que vous croyez, a-t-il répondu. Quand on est venu me lire ma peine de mort, j'allais dîner, et bien, ça ne m'a pas empêché de bien manger et de bien dormir toute la nuit; et puis le lendemain, quand on est venu me dire que j'étais gracié, cela m'a fait tant d'effet, que je n'ai pas pu dormir et que je n'ai pas dormi de la nuit.

Au reste, Meunier ne cesse de protester de ses sentiments de repentir et de reconnaissance. — Des troubles assez graves ont agité la ville de Tours pendant toute la journée du 4 mai courant.

Quatre agents du ministère de l'intérieur, qui avaient été envoyés par M. de Gasparin sur la frontière d'Espagne, sont de retour à Paris. On sait qu'ils avaient été envoyés à la poursuite d'un haut personnage; mais rien n'a encore transpiré sur le résultat de leur mission. Deux autres agents, expédiés en poste par M. de Montalivet, sont partis ce matin pour Bordeaux.

J. J. Grangé, ce simple garçon de ferme à qui la France agricole est redevable de la charrie qui porte son nom, est aujourd'hui cultivateur à Monthureux-sur-Saône (Vosges); il est décoré de la Légion d'honneur, et ses travaux lui ont mérité seize médailles, dont 8 en or, 6 en argent et 2 en bronze.

Douze cents militaires de la légion étrangère française ont été congédiés. Quarante deux sont arrivés à Mont-de-Marsan. L'autorité leur a fait donner des passeports, et des secours leur ont été distribués. Le plus grand ordre et l'harmonie la plus parfaite régnent parmi eux.

Un courrier extraordinaire a apporté la nouvelle de la prise de Chelva par le général Oras. Cette ville, que les carlistes avaient fortifiée, est tombée au pouvoir des chrétiens; après un combat de plus de dix heures. Oras a tué 300 hom-

mes à l'ennemi et lui a fait 600 prisonniers. Les troupes de la reine n'ont perdu que 22 hommes. C'est le 30 avril que l'événement a eu lieu.

Une lettre de Trieste annonce que le soulèvement, qui a éclaté dans cette ville, n'est point encore apaisé et prend un caractère assez inquiétant. Le gouvernement anglais, à Corfou, a fait partir deux bâtiments armés pour le golfe de Patras.

Le Ministère anglais vient d'éprouver un échec dans la chambre des lords. Lorsque lord Melbourne a proposé que la chambre se formât en comité pour l'examen du bill des corporations municipales en Irlande, le duc de Wellington a demandé l'ajournement jusqu'au 9 juin. Cette proposition, à laquelle le band ministériel ne s'attendait pas, a été vivement combattue par le ministère; mais elle n'en a pas moins été adoptée par la majorité.

La séance de la chambre des communes n'a offert aucun intérêt.

On écrit d'Oran, 22 avril. Quarante-cinq bâtiments du commerce sont arrivés à Mers-el-Kébir du 20 au 22. Ils nous ont apporté des vivres, des munitions, des mulets, des bœufs et des troupeaux. Le Rambo nous a amenés cent militaires du 62^e et du 63^e de ligne; l'Adienne, quelques militaires détachés.

Aujourd'hui, le général Bugeaud a tout disposé pour le départ de la division. Le général Leydet, qui commande la 1^{re} brigade, partira demain 23. Ce départ sera annoncé par un coup de canon, ainsi que les halles qu'on fera faire à nos soldats. Cette première brigade va occuper Bridia. Abd-el-Kader nous attend à cinq lieues d'Oran, mais il est probable qu'il fuira devant nous. Il se contentera de nous faire inquiéter sur nos flancs et nos derrières par sa cavalerie; mais quant à nous disputer le terrain, il ne pourra pas, il a trop peu de monde avec lui. Le général Bugeaud veut dit-on, faire tout brûler à son passage, afin que les Arabes ne recueillent point leurs récoltes; mais cette guerre de dévastation a bien ses désavantages. Les mêmes tribus, qui suivent par contrainte l'émir, reviennent approvisionner nos marchés une fois la guerre finie, et si nous les ruinons, elles ne pourront plus nous vendre leurs denrées. Elles ne nous seront pas plus soumises lorsque nous aurons tout saisi autour d'elles. Cette mesure a cependant de nombreux partisans.

Suivant certains bruits assez vraisemblables, l'influence russe, à Constantinople, serait parvenue à décider le sultan à une entrevue avec l'autocrate, laquelle aurait lieu à l'embouchure du Danube. Ce triomphe de la politique russe inquiète vivement l'Angleterre, et pourrait amener un rapprochement plus intime entre cette puissance et Mehmet-Ali, qui le désire ardemment.

Constantinople, 12 avril. — Le gouvernement a donné l'ordre de compléter aussi promptement qu'il serait possible le système de défense des Dardanelles, et les ingénieurs prussiens ont déjà commencé leurs travaux, bien qu'ils aient à rendre compte au cabinet russe de tout ce qu'ils entreprennent ici. D'un autre côté, les russes qui connaissent leur faiblesse et les ressources immenses dont dispose l'Angleterre, sont très alarmés. Si notre flotte arrivait, ils invoqueraient infailliblement le traité d'un kiar is kelessi, et contraindraient le sultan à envoyer une forte garnison dans les châteaux des Dardanelles, et à refuser le passage aux vaisseaux anglais.

TURQUIE. — Constantinople, 5 avril. — Le gouvernement français vient de rappeler les commissaires qu'il avait envoyés ici pour négocier un traité du commerce. Les instructions transmises par le cabinet des Tuileries sont entièrement conformes à celles du gouvernement anglais; tous deux voudraient que le nouveau traité de commerce eût pour bases le libre accès de tous les ports de la Turquie et la libre exportation des produits. La Russie s'est prononcée formellement contre cette conception, parce qu'elle ne ment pas que la Porte adopte un tarif diamétralement opposé au sien. En attendant la fin de ces

négociations plus que jamais problématiques, on institue un tribunal de commerce mixte européen et ottoman. Les juges seront payés sur les produits d'un droit de 3 pour cent qui gravera les affaires soumises à leur sentence; Le brin de la Porte vient d'être aublié. Cette nouvelle administration de la justice était vivement réclamée par les négociants trop souvent victimes des intelligences secrètes entre les rajahs et les cadis. Les banqueroutes frauduleuses avaient pris une extension alarmante.

(Courrier allemand.)

11 avril. — Il règne une grande activité parmi les ministres de la Porte ottomane, notamment dans le département de l'armée. La semaine dernière le divan s'est réuni trois fois; et plusieurs Tartares ont été expédiés pour l'intérieur. On attribue ce mouvement aux dernières nouvelles arrivées de Tripoli. On dit que cette ville est sur le point de tomber au pouvoir des insurgés; Tahir-Pacha a été tué, et Raif-Pacha a été fait prisonnier avec toute sa brigade et conduit dans l'intérieur. L'armement de l'escaadre destinée à faire voile pour Tripoli sous le commandement de Hassan-Pacha, s'opère avec une rapidité telle que l'on disait qu'il ne s'agissait de rien moins que du blocus des Dardanelles.

DIEPPE. Un crime, qui rappelle l'horrible assassinat du curé de Saint-Martin-le-Gaillard et de sa servante, a été commis dans la soirée de lundi dernier à Guerville. Ce village, qui est de l'arrondissement de Neufchâtel, n'est distant que de Saint-Martin-le-Gaillard de deux lieues environ.

Voici comment on raconte les faits : Dans la soirée de lundi, la servante du curé de Guerville trouve dans un vestibule ou corridor du presbytère, deux hommes qui s'y tenaient cachés. Elle appelle aussitôt son maître. Celui-ci accourt et demande à ces hommes ce qu'ils font-là. Aussitôt l'un des brigands se jette sur le curé, l'autre sur la servante. Le curé, M. l'abbé Gondré, don d'une grande force, terrasse celui qui l'attaque; accoutumé aux pensées de charité, il ne songe, dans cette lutte, où sa vie est cependant en danger qu'à pousser l'assassin hors du presbytère. Le brigand, sentant qu'il succombe, appelle à son secours son camarade.

Celui-ci abandonne la servante qu'il laisse sur le carreau, frappée de plusieurs coups de couteau et mourante, et s'élance sur le curé. Alors une lutte terrible s'engage, le curé est à son tour renversé. Cependant la servante a encore assez de force pour se relever, sortir du presbytère, et crier au secours. Une troupe de poulains, qui était dans un clos voisin, se mit alors à galoper. Les brigands, effrayés à ce bruit, prennent la fuite; un instant après, des voisins accourent, et les habitants du presbytère échappent ainsi à la mort qu'ils allaient recevoir sans doute comme le curé de Saint-Martin et sa servante.

Les brigands ont laissé sur le lieu de la lutte deux fusils à deux coups. Ils étaient de plus armés de deux couteaux de fer. Sur les indications données par la servante, ils ont été arrêtés. L'un est un berger qui était venu commettre ce crime, d'un village situé à quatre lieues de là; l'autre est, selon la même version, un marchand de moutons. Ces détails ont été racontés par une personne d'un village voisin de Guerville.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉCOLES ET COLÈGES.

Il existe en France : 47,000 écoles primaires, dont 36,000 écoles de garçons, et 11,000 écoles de filles. — Ces 47,000 écoles sont fréquentées par 2,170,000 élèves en hiver, et seulement 1,300,000 en été. 73 Ecoles normales modèles pour former les instituteurs primaires. 823 pensions. 94 institutions pour l'instruction secondaire. 323 collèges communaux qui suivent environ 27,000 élèves. 41 collèges royaux qui comptent ensemble 25,900 élèves.

INFLUENCE DE L'EDUCATION
Sur le nombre des criminels.
Sur 6,930 individus prévenus de crime en 1833, on a reconnu que :
4,080 ne savaient ni lire ni écrire,
2,661 le savaient imparfaitement,
608 lisaient et écrivaient bien.
603 avaient reçu une instruction supérieure.
Il résulte de ces remarques que, sur 100 prévenus, 59 sont complètement illettrés.
Cette proportion était également de 59 en 1833, de 60 en 1832, et de 61 en 1831, 1830, et 1829.
Mais, ce terme moyen, établi sur les individus en masse, varie suivant les âges et les sexes.
Sur 100 accusés au-dessous de 21 ans, il y a 65 illettrés; de 22 à 40 ans on n'en compte que 60; et de 41 ans et au-dessus, seulement 57.
Sur 100 femmes accusées, il y en a 76 illettrées; sur 100 hommes on n'en compte que 53.
La chambre des députés a employé 31 séances à la discussion du budget de 1837.
La chambre des pairs n'en a mis que 3 au vote du budget des dépenses, et une seule à celui des recettes.

EDIT SUR LA CORSE DE 1769.
Si l'on venait nous dire qu'à une époque encore rapprochée de nous, dans un pays que l'on se proposait de civiliser, il y avait un code où les sorciers étaient punis de mort, la dévotion mise au rang des crimes capitaux, les blasphèmes qualifiés d'attentat à la Divinité, et conduisant à l'infamie du poteau, personne assurément ne voudrait y croire. C'est une fable odieuse que vous débitez-là, s'écrieraient les incrédules.
Un code pareil serait un véritable outrage à la raison publique. L'humanité et la philosophie en eussent demandé tout à tour l'abrogation. Quoi! vouer à l'ignominie du carcan le blasphémateur, aux flammes d'un bûcher le profaneur des vases sacrés. Livrer aux tourmens de la roue l'accusé de lèse-Majesté, abandonner au feu le cadavre du suicide... que d'horreurs, quel luxe effrayant de supplice! Il faudrait remonter bien loin dans l'histoire pour trouver des lois qui approchent de ces sauvages et atroces rigueurs. — Fais-les loin si tu veux, dirons-nous aux incrédules. La contrée dont on voulait entreprendre la régénération morale et matérielle par le plus commode de tous les moyens, la terreur, était la Corse; le code barbare dont nous parlons ici, c'était l'édit sur les crimes et les peines publié en 1769; le législateur humain qui cherchait à adoucir ainsi nos mœurs, c'était un général de l'ancienne monarchie française.
Pour avoir une juste idée de ce mélange de sévérités inouïes et de dispositions incohérentes et absurdes, il faut surmonter le dégoût que donne la lecture, et suivre cet édit dans la série des crimes et la nomenclature des peines.
Cet édit rencontre une sourde mais énergique résistance dans l'opinion et les mœurs du pays. C'est le sort de toutes les lois mauvaises. Non seulement on n'avait jamais entendu parler des crimes de sacrilège, d'inceste, en ligne directe et en ligne collatérale, de lèse divinité et de tant d'autres, dont la prévision ne pouvait entrer que dans l'esprit des rédacteurs de ce fameux édit; mais les noms même dont on se servait pour les désigner à la rigueur des Juges, étaient complètement inconnus d'un peuple religieux, autant que moral. Après l'atrocité venait l'absurdité, et à côté d'odieuses punitions, on avait placé d'injustes exclusions. C'est ainsi que les charges de la magistrature étaient le partage exclusif des catholiques; non que cette incapacité frappât beaucoup de monde, puisqu'en Corse, il n'y a ni Juifs, ni réformés, mais l'établissement de ces catégories n'en était pas moins contraire à l'esprit d'une bonne législation. La tolérance religieuse n'était pas la vertu des auteurs de l'édit. L'exclusion s'étendait aussi aux emplois ad-

ministratifs, à la profession de médecin, de chirurgien, d'apothicaire, d'imprimeur, de libraire, et même de sages femmes. Les personnes qui sollicitaient des places, devaient justifier d'abord de leur qualité de catholiques. Pour faire exécuter de pareilles lois, il ne suffisait pas de les proclamer. L'institution des Cours prévôtales devenait nécessaire. On en créa deux, l'une à Bastia l'autre à Ajaccio. Nous n'examinerons pas ici l'organisation de ces tribunaux de justice. Il nous suffira de dire que la procédure y était simple et expéditive, les jugemens rigoureux, l'exécution prompte et presque toujours inévitable.
Une autre édit du 23 août 1769, punissait de la peine de mort la dévotion et le port des armes à feu, sans faire aucune distinction, entre les fusils de chasse et les armes de guerre. On y lisait ces mots qui font frémir, peine de mort sans rémission. Mais le Comte Devaux s'était réservé la faculté d'accorder des permissions. Ceux qui obtenaient cette faveur du Général, n'avaient pas à craindre la sévérité des juridictions prévôtales. Les nobles obtenaient avec plus de facilité, l'autorisation de porter les armes. La Constituante il est vrai, n'avait pas encore aboli les privilèges. Cependant il était toujours de la dernière impudence, de remettre les armes aux mains d'hommes qui n'en avaient pas besoin, et de les enlever à ceux qui ne les portaient que pour leur sûreté personnelle. Leurs réclamations étaient justes, mais ce n'était pas une raison pour que l'on fit cesser le scandale de ces exceptions injurieuses pour la masse des habitants.
On cette mesure de police intérieure était nécessaire, et alors pourquoi y mettre des limitations au profit de certaines familles, honteusement protégées, ou elle n'était par commandée par des hautes considérations d'ordre public, et dans ce cas, n'est-il pas cruel de traîner à la potence, le malheureux paysan dont la chaumière avait recélé quelques onces de poudre? Ces choquantes inégalités ne peuvent plus se renouveler, elles tenaient à un ordre de choses qui n'est plus. A l'époque où nous vivons il n'y a plus ni nobles, ni roturiers, ni seigneurs, ni vilains; il n'y a plus que des français, libres et égaux devant la loi. Aussi n'avons-nous pas à craindre que l'on désarme le berger ou le laboureur, ne laissant subsister le port d'armes, que pour le notable de l'intérieur, ou le citadin des villes.

Une loi quelque dure qu'elle puisse être ne blesse personne, lorsque personne ne peut se soustraire à son empire. Mais qu'elle cesse d'être générale, et l'on cessera de lui obéir. C'est ce qui arriva en 1769. Lorsqu'on crut que la prohibition des armes frappait également le pauvre et le riche on s'y soumit sans murmure. Mais à peine s'aperçut-on qu'elle admettait des distinctions entre les classes, et tendait à établir des privilèges, insultants pour le grand nombre, on se mit à discuter, sur la légalité de la mesure. Exécutée sans acception de personne, on la trouvait excellente, paralysée et restreinte par des permis complaisamment distribués aux courtisans du général, pouvait-elle ne pas paraître à la généralité des habitants injuste et oppressive? De là les résistances d'un côté, les doléances et les représentations de l'autre.

Aujourd'hui il ne s'agit plus de pendre les porteurs d'armes prohibées, la peine de mort a fait place à des amendes et à un emprisonnement de quelques jours. C'est bien assez pour atteindre le but que l'on se propose, celui de diminuer les crimes, et de laisser à la loi seule le soin de veiller à la sûreté commune. Mais si l'on veut arriver au désarmement général, et assurer à ces lois une facile exécution, il faut se donner garde d'imiter les généraux gouverneurs de l'ancien régime. Le droit d'accorder des permis pour l'usage des armes, dégénérât en graves abus, surtout si l'on se laissait entraîner par des vues de fiscalité. Il est point de prérogative dont l'exercice à notre avis demande autant de tact et plus de discernement de la part de l'autorité supérieure. Aussi suivrons-nous avec une attention toute spéciale, le système qu'elle va adopter relativement aux permis, qu'il est en son pouvoir d'accorder ou de refuser.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.
Du 16 au 17 Mai 1837.
ARRIVÉES.
BONIFACIO, mistick Annonciation, cap. Ersa.
ANTIBE, tartane Annonciation, cap. Ghasco.
GENES, bœuf Providence, cap. Sisco.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.
MARSEILLE, mistick St-Joseph, cap. Valeri.
TOULON, Bateau à vapeur Diamone, c. Caneco.
PALUDELLA, tartane St-Antoine, cap. Siretti.
DÉPARTS.
GENES, Bœuf Jésus-Marie, cap. Baissa.
TOULON, Bateau à vapeur Liomone, cap. Cuneo.
SI-PELEGRINO, Tartane Espérance, cap. Beneditini.
PALUDELLA, tartane St-Antoine, cap. Siretti.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.
MARSEILLE, Golette Constance, c. Rogliano.
ANNONCES.
AVIS.
M. Gaetan Genera, fils, commerçant en cette ville, se propose d'ouvrir un Cours-Théorie pratique de tenue de livres en partie double, s'il peut toutefois réunir un nombre suffisant d'élèves qui aient déjà quelque connaissance dans le calcul et des écritures.
Pour de plus amples détails s'adresser chez le même au magasin de modes, soieries et nouveautés, rue St-Jean vis-à-vis l'église.
Le Gérant N. TARTAROLI.
Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

A PARIS, rue Montpensier (Palais-Royal), n° 34, maison du Café Foy.

LA GAZETTE
DES SCIENCEES
POLITIQUES, MORALES ET PHYSIQUES.

Prix de l'abonnement..... VINGT FRANCS. par An.

Cette Feuille donne un résumé impartial de tout ce qui s'est passé pendant la semaine de plus intéressant dans le monde politique, scientifique et artistique.

ANNONCES des Officiers des Découvertes, des Inventions, des Propriétés nouvelles, des Méthodes, des Chances, des Lignes de la Vie.

NECREDI 24 MAI 1837.
ON S'ABONNE A BASTIA.
A l'Office-correspondance de LEPICIERE BROSSE et C., rue N. Dame des victoires N° 18.
A l'imprimerie correspondance de LEPICIERE BROSSE et C., rue N. Dame des victoires N° 18.
A l'Office-correspondance de LEPICIERE BROSSE et C., rue N. Dame des victoires N° 18.
A l'Office-correspondance de LEPICIERE BROSSE et C., rue N. Dame des victoires N° 18.

CORSE.
Le département de la Corse acquiert de jour en jour plus d'importance. Ses ports, ses routes, son agriculture, le dessèchement des marais, ont fixé l'attention du Gouvernement. C'était sur ces bases en effet, qu'il convenait d'asseoir le système des améliorations, dont l'état profiterait autant que la Corse. Par les ports, on augmente la marine marchande qui assure un débouché avantageux à nos produits et multiplie nos relations commerciales avec les points de l'île la vie, la richesse et l'activité; on favorise l'échange entre les villages les plus éloignés, on rapproche les distances, on applaudit, pour ainsi dire, les montagnes, on donne plus de promptitude et de force à l'action de la justice; par l'agriculture, on ouvre des sources d'aisance et de bonheur au sein de l'île, on répand le goût du travail et le sentiment de la propriété parmi les populations rurales; par le dessèchement des marais, on parviendra à rendre à la culture et à la production, de vastes plaines, d'où s'exhalent aujourd'hui un air malsain, et aux laboureurs exposés au danger de cette influence malsaine, la force et la santé; on appellera enfin sur les fertiles terrains de la côte orientale, des milliers de cultivateurs, dont la crainte des maladies épidémiques, ne viendra plus interrompre forcément, et à l'approche de l'été, les travaux inachevés.
Il est certain qu'en appliquant ces moyens puissants de civilisation à la Corse, le gouvernement de Juillet en a compris les besoins réels. Mais ce n'est pas assez pour nous que le ministère ait sur elle des vues d'amélioration; en vain chercherait-il à lui imprimer une impulsion heureuse vers les larges voies du progrès, si les fonctionnaires chargés de l'exécution de ces plans, ne répondent point à ces hautes pensées de civilisation et d'avenir par une franche coopération et une ardeur soutenue, si les millions votés dans un but d'utilité générale sont mal employés ou diversifiés par des mains inidèles, si des marchés sans concurrence ou avec un simulacre de concurrence, continuent à être passés avec des adjudicataires privilégiés; si la direction enfin de tous ces projets d'intérêt général, et qui devraient aboutir à sa prospérité matérielle, est confiée à des hommes assez peu scrupuleux, pour n'y voir que le moyen d'accroître leur fortune personnelle, les vues du Gouvernement pourraient bien demeurer sans résultat. La Corse a donc besoin de fonctionnaires qui sachent allier la capacité au désintéressement.

La triste expérience du passé devrait dessiller les yeux du ministère. Que d'argent n'a-t-on pas dépensé sur la route Royale de Bastia à Ajaccio! Le chiffre des sommes qui ont été successivement allouées pour la réparation et l'entretien de cette route, est énorme! Cependant elle a commencé à peine à devenir carrossable. Il a fallu



que M. Pieraggi tentât par un essai hardi d'y faire circuler des diligences, pour que l'on sentît la nécessité de réparer les brèches qui, sur plusieurs points, eussent entraîné son complet déperissement. On trouverait difficilement en France une route qui ait, proportion gardée, autant coûté au Trésor, et qui soit en même temps aussi mal tracée que celle d'Ajaccio à Bastia; on dirait que nos premiers ingénieurs ont eu quelquefois une grande aversion à suivre la ligne horizontale. La construction des nouvelles routes royales entreprises dans les arrondissements de Sartène et de Calvi, n'a pas commencé sous de meilleurs auspices. Déjà on a dû abandonner une fois les travaux exécutés, et les reprendre dans une autre direction. Cette incertitude dans le tracé, ces tâtonnements sur le terrain ne nous promettent point une grande économie.

Mais si nous entrons plus avant dans les détails de cette nature, si nous nous avisons de soumettre à un examen plus sévère, les devis et les adjudications de ces sortes de travaux, on serait surpris, de voir avec quelle insouciance on a livré les intérêts du département à la merci de spéculateurs avides, dont la rapide fortune accuse de honteuses connivences, ou tout au moins la complicité du laisser aller, et du laisser faire.

QUATRIEME ANNEE, N
PREMIER ADOREMENT
POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8 fr.
POUR TROIS MOIS 4 fr.
POUR LE CONTINENT 20 fr.
POUR L'ETRANGER 24 fr.
PRIX D'INSERTION : 10 cent. par ligne et par jour.

aussi du personnel de l'administration. L'époque actuelle ne manque pas de hautes spécialités, et de fonctionnaires intègres. Le grand art consiste à faire d'excellents choix. La nomination d'un employé supérieur des ponts et chaussées à par exemple, tout le monde une preuve de plus de la sollicitude du Gouvernement. C'est une heureuse idée sans doute que de placer ainsi un homme capable et d'un désintéressement éprouvé, à la tête des travaux publics. Mais il ne fallait pas selon nous se borner à ce seul changement. Les nécessités du pays en demandent d'autres; la Corse aita qu'on tienne sur le mérite et les connaissances spéciales de certains administrateurs professionnels sans cesse monts et merveilles; Nous ne saignons pas de le dire, ils ne seront jamais au niveau de leur haute position: Il faut pour réaliser les intentions généreuses du Gouvernement, des capacités reconnues, des hommes au cœur élevé qui aient la noble ambition d'attacher leur nom à la régénération de ce département et en état de seconder efficacement les efforts sérieux qu'il est résolu de tenter pour l'élever au rang que lui assignent son heureuse situation au sein de la méditerranée, la fécondité de son sol et la variété de ses productions.

Les fonds récemment alloués promettent au département de la Corse de voir enfin s'effectuer des travaux auxquels sont attachés des progrès de civilisation et des espérances de prospérité. Ces travaux si instantanément demandés, si longtemps attendus, offriront de prompts et utiles résultats s'ils sont exécutés, par un grand nombre de bras. A cet égard il ne saurait y avoir de difficultés. Les militaires condamnés aux peines correctionnelles du boulet et de travaux publics peuvent donner de suite 600 ouvriers, et le département de la Corse doit d'autant plus compter sur ce puissant secours que dès 1833, le ministre de la guerre, sur la proposition des députés du département avait fait des dispositions pour établir dans l'île au moins un atelier de ces condamnés.
Nous rappellerons à ce sujet qu'à l'époque où il avait été seulement question d'employer ces condamnés aux travaux de la Corse, en 1833, le conseil général de ce département vota de suite 3,000 francs pour subvenir aux dépenses de première installation et d'achat d'outils. La commune de St-Florent vient même d'offrir deux bâtiments pour le logement des condamnés, et elle propose de plus de faire à ces établissements les réparations nécessaires pour les approprier à cette nature de service. Nous ne doutons pas que les autres communes, où ces ateliers pourraient être établis ne s'empressent de faire les mêmes offres, puisque la présence de ces condamnés travailleurs serait un véritable bienfait pour le pays.

ateliers, le ministre de la guerre, hésite à réaliser les promesses de ses prédécesseurs, et qu'il préfère envoyer les condamnés en Afrique où leur établissement est difficile, et coûteux, acceptant ainsi la grave responsabilité d'une mesure administrative qui ajoute, contrairement au vœu de la loi, une déportation réelle à la peine correctionnelle du boulet ou des travaux publics, tandis qu'en Corse, partie intégrante du royaume puis- qu'elle forme l'un des 86 départements composant la division territoriale, ces condamnés y subissent leur peine, conformément à la loi spéciale du 19 vendémiaire an XII, et aux principes généraux de notre droit pénal, qui ne permettent pas qu'une peine, qui n'est pas celle de la déportation, soit exécutée dans un pays situé hors du territoire français. On ne craignait pas de pousser l'absurdité jusqu'à prétendre que la Corse (nous le répétons), l'un des 86 départements français n'est pas partie intégrante du territoire continental, il faudrait dire aussi que Belle-Île en mer, l'île d'Aix, l'île Dieu, les îles d'Hyères, l'île de Ré etc. etc. ne sont pas plus parties intégrantes de ce qu'on entend par territoire continental. Nous ajouterons enfin, pour répondre à l'avance à toute espèce d'objection, qu'en Corse on n'a pas à craindre l'évasion des condamnés et que pour la croire possible, il ne faudrait avoir la moindre idée de l'esprit et du caractère des habitants.

Nous avons toujours pensé que s'il importait d'arracher des mains des Corses, les armes prohibées, il ne convenait pas moins d'apporter la plus grande prudence dans l'exécution des lois et ordonnances, qui ont pour but de pourvoir à la sûreté et police intérieure de l'île. Il est des limites qu'il serait dangereux de dépasser. La mesure est assez acerbe en elle-même, pour qu'il ne soit pas nécessaire de la tempérer, par des ménagements envers les personnes. Les agents de la force publique ne doivent faire pas plus d'acceptation d'individus que les tribunaux; car la mesure n'est bonne que tout autant qu'elle garde son caractère de généralité.

Cependant on rencontre, dans certaines communes, des hommes qui marchent encore armés; ce sont les gardes champêtres. C'est un privilège, dit-on, qu'ils tiennent de la loi: chargés de la police rurale et judiciaire, le port d'armes est un droit que la loi leur donne, et que personne n'a le pouvoir de leur enlever. C'est une question que nous n'avons ni le temps, ni le dessin d'approfondir ici. Que les gardes champêtres soient rangés dans la classe des officiers de police judiciaire, on ne saurait le contester. L'article 8 du code d'instruction criminelle les nomme ainsi, et nous ne chercherons pas à les dépouiller de ce titre. Mais de bonne foi, qu'est-ce qu'un garde-champêtre? C'est le plus souvent, un homme sans aveu, sans profession, et d'une moralité équivoque. S'il est juste d'établir de loin en loin quelques rares exceptions, il n'en est pas moins vrai, que des plaintes générales s'élèvent journellement contre la classe des gardes champêtres. Vivant en quelque sorte d'exactions et de captivités, accoutumés à prélever sur les récoltes et les fruits des champs confiés à leur garde, une sorte de dîme, ils finissent par se persuader que la perception d'une taxe arbitraire sur les bestiaux, est un droit légitime; que les prémices des récoltes leur appartiennent; que c'est pour eux que les arbres se chargent de fruits, les vignes de raisins, et que le miel coule des ruches.

Que de fois ne les a-t-on pas saisis en flagrant délit de malfaçon? Il est peu de délits criminels, où ils ne figurent directement ou indirectement et toujours d'une manière répréhensible. Et voilà les hommes que l'on voudrait laisser armés, au milieu des populations rurales! Il est des maires qui tiennent beaucoup à ce qu'ils soient exceptés de la mesure commune. A les entendre, ce n'est pas pour des gardes champêtres que sont faites les lois prohibitives des armes. Comment veut-on qu'ils exercent la po-

lice rurale, si on leur ravit les armes? Mais qu'on n'y si trompe pas. En sollicitant pour les gardes-champêtres, le droit de port d'armes, quelques maires ont moins en vue l'intérêt des localités, que la puérile satisfaction, de se ne pas voir vanité plus ridicule encore. Quelques autres sont bien aises d'avoir autour d'eux une espèce de garde de corps. Ces magistrats municipaux se montrent fort jaloux de pouvoir au besoin traverser le territoire de leur commune avec une petite escorte armée; c'est une espèce de garde prétorienne dont ils ne peuvent pas plus se passer que les consuls d'autrefois ne pouvaient se passer des licteurs. Ceux-là voulaient des faiscieux, il faut à ceux-ci des gens à longs mou-

Nous pensons au contraire, avec tout ce qu'il y a d'hommes sages, que les gardes champêtres ne sauraient jouir d'un privilège que réclameraient en vain des citoyens autrement recommandables. D'ailleurs, à quoi bon leur laisser des armes? Elles ne sont nullement nécessaires. Dirait-on que c'est pour les distinguer des autres habitants de la commune, que c'est pour leur imprimer le caractère d'officier public? mais une plaquette est une marque distinctive qui indique assez la nature de leur fonctions. Disons donc, qu'il convient de leur retirer les armes, et que ceux d'entre eux qui s'obstinent à les garder sont passibles comme tout le reste des citoyens de l'amende et de la prison.

La loi s'est montrée justement sévère à l'égard de ceux qui tiennent des maisons de jeu de hasard. Indépendamment de la peine corporelle qui peut aller jusqu'à six mois d'emprisonnement, les tribunaux de police correctionnelle peuvent en outre à dater du jour où ils auront subi cette peine, leur interdire pendant cinq ans au moins, et dix ans au plus, l'exercice de tous les droits mentionnés dans l'art. 42 du code pénal.

Cependant cette rigueur n'intimide guère les joueurs habituels pas plus que les personnes qui ont établi ces maisons dangereuses, où les jeunes gens se trouvent sans cesse dans la triste alternative de passer pour vicieux ou pour dupes. Nous ignorons, si la police locale est informée de ces réunions quotidiennes et du danger de tous ces jeux illicites, qui semblent avoir été imaginés pour consommer la ruine des familles, inspirer le goût de l'oisiveté, et la plus ignoble de toutes les passions, celle de l'argent. Bien des plaintes nous avaient signalé l'existence de ces tables de jeu. On nous a même nommé des personnes, que de fortes pertes ont réduites au désespoir. Nous avons pensé, qu'avertis par la douleur de ces malheureux et l'énergie improprement dite de ces gens de bien, les maîtres de ces établissements, nous eussions épargnés le regret de jeter à notre tour un cri d'alarme. Mais les choses en sont venues à un tel point, que nous ne pouvons plus garder le silence. Il y a ici un double délit, infraction à la loi et atteinte à la propriété: à la loi qui prohibe ces sortes de jeux; à la propriété parceque bien souvent, ce que l'on appelle les chances favorables du sort, ne sont que les adroites combinaisons de la fraude; de telle façon que le gain n'est en définitive qu'un vol déguisé. Nous ne savons guère expliquer comment il peut se faire qu'avec tant de mépris pour les voleurs, on en ait si peu pour des hommes qui attirant des maîtres dans ces asiles du vice, dans ces écoles d'esquadrerie, leur prennent jusqu'à leur dernière obole. Si l'amour n'y met un prompt remède, nous aurons bientôt des maisons ouvertes de prêt sur gages, car les uns ne vont pas sans les autres, et après avoir perdu l'argent, il ne reste souvent d'autre ressource au joueur incorrigeable, que de donner sa montre, ses bagues et ses effets à titre de nantissement, à fin de se procurer ainsi un nouvel aliment à sa funeste passion. De ces pertes successives, y du désespoir où elles entraînent, au suicide il n'y a pas un grand intervalle. Aussi nous assure-t-on

qu'un individu de l'arrondissement de Bastia n'ayant pu supporter plus longtemps le chagrin et la honte ou de fréquents échecs au jeu l'avaient jeté, a succombé il y a peu de jours au milieu des tortures d'un empoisonnement.

Voilà où conduit la déplorable manie des jeux de hasard!

Le Conseil Municipal de la ville de Bastia s'est réuni extraordinairement samedi dernier, pour exprimer dans une adresse à S. A. R. le Duc d'Orléans, tout ce qu'elle a éprouvé de reconnaissance à l'annonce des 10,000 fr. que ce prince a voulu consacrer à l'encouragement de la culture en général et surtout à celle du mûrier. Jamais sentiment de gratitude ne fut ni plus universel, ni mieux senti. Jamais le Conseil Municipal n'aura plus fidèlement interprété les vœux et les sympathies d'une population dont cet auguste patronage accroit de jour en jour le dévouement à la dynastie de Juillet.

Tout récemment encore la ville de Bastia a reçu un nouveau témoignage de la bienveillance du Prince. Lorsque M. Varese lui a fait hommage au nom du Conseil Municipal de son portrait en pied, S. A. R. en remerciant cet artiste et la ville, dont il était le mandataire dans cette circonstance, a promis de lui envoyer des tableaux pour servir de modèles aux jeunes élèves de l'Ecole du dessin, et d'encouragement aux progrès des beaux arts.

Monsieur Casanelli d'Istria, évêque d'Ajacio, est arrivé dans son Diocèse sur le bateau à vapeur, vendredi 19 du courant.

Jusqu'à présent la Corse n'avait pas été visitée par MM. les Inspecteurs généraux des études. Le ministre de l'instruction publique, M. de Salvandy, a décidé qu'elle le serait cette année. M. de Monferrant, inspecteur-général, sera chargé de cette mission.

PARIS.

Le *Moniteur* contient 1. la loi portant qu'il sera fait un appel de 10,000 hommes sur la classe de 1836, 2. une ordonnance du Roi qui autorise la caisse d'épargne et de prévoyance fondée à Vassy (Haute-Marne).

Une commission avait été formée pour régler le tonnage de nos bâtiments marchands, tonnage qui nous est assez désavantageux, pour rendre pénible la concurrence de notre commerce maritime avec les étrangers. Cette commission vient de décider qu'à l'avenir, dans l'intérêt du commerce maritime, le tonnage de chaque navire serait moindre qu'il n'a été jusqu'à présent; de cette manière, nos armateurs n'auront plus d'infériorité sous ce rapport avec les étrangers.

M. le garde des sceaux a adressé aux procureurs-généraux la circulaire suivante:

Monsieur le procureur-général, le Roi vient d'accorder une amnistie à tous les individus actuellement détenus dans les prisons de l'Etat, par suite de condamnations prononcées pour crimes et délits politiques.

Les bons citoyens verront avec joie que l'ordre ait fait assez de progrès et que la paix publique se soit assez affermie pour que la clémence royale ait pu s'étendre sur des hommes qui, dans leur égarement, s'étaient efforcés de mettre la société en péril.

Le gouvernement a vu dans l'amnistie un acte de confiance et de force. Tous ses agents doivent se pénétrer de l'esprit qui a dicté cette grande mesure. C'est à eux à bien comprendre que la société ne peut se féliciter de voir l'indulgence s'étendre sur le passé qu'à la condition d'y trouver de nouvelles garanties de vigilance et de fermeté pour l'avenir.

L'expérience des désordres qui ont si fréquemment troublé ces dernières années a donné

naissance à des lois dont l'exécution vous est confiée, et sous la protection desquelles le pays a droit d'espérer que les magistrats le placent toutes les fois que de mauvaises passions viendraient à rendre leur intervention nécessaire.

La personne du Roi et la constitution de l'Etat doivent demeurer au-dessus de toute atteinte. Si elles étaient offensées, la répression ne doit pas se faire attendre. Lorsque le jugement du pays sera demandé au jury, vous devez penser qu'organe fidèle de l'amour que la France porte au Roi et aux institutions, le jury montrera que la magnanimité royale n'a pas trop présumé de la confiance publique.

Les associations illégales sont des foyers de désordre ou les plus coupables projets s'élaborent; c'est dans leur sein que la plupart de ceux qui se déclarent les ennemis de la monarchie puisent les funestes excitations qui les ont portés au crime. Vous devez, par votre active surveillance, tenir la main à ce qu'elles ne se forment nulle part.

La vigilance qui prévient le mal, la fermeté qui arrête et réprime le crime dès qu'il commence à se produire, sont au rang des premiers bienfaits que le pays attend de son gouvernement. Faisons aimer le nôtre en le faisant respecter.

L'ordonnance d'amnistie s'étend aux individus actuellement détenus. Ces termes vous indiquent que les contumax n'y sont pas compris, non plus que les individus qui se sont soustraits par la fuite aux condamnations par eux encourues.

L'amnistie est accordée aux crimes et délits politiques; elle ne l'est pas aux crimes et délits d'un autre ordre. Les délits de la presse, lorsqu'ils ont été commis contre les particuliers, ne sauraient y être compris. C'est le jugement ou l'arrêt de condamnation qui vous apprendront à quelle nature de faits les peines ont été appliquées. Lorsque des faits politiques auront motivé la condamnation, vous n'en ferez pas un crime ou délit d'autre nature, vous n'en ferez, en me donnant votre avis sur la question de savoir si l'ordonnance d'amnistie vous paraît applicable.

Quant à ce qui concerne la surveillance de la haute police elle est maintenue à l'égard de ceux qui y ont été assujettis par jugement motivé. Elle aura lieu également à l'égard de tout individu condamné à une peine afflictive ou infamante. Le condamné, avant de jouir de la liberté de l'amnistie et d'être mis en liberté, devra préalablement, en exécution de l'art. 44 du Code pénal, avoir déclaré le lieu où il veut fixer sa résidence, et avoir reçu sa feuille de route.

Si des difficultés s'élèvent à vous dans l'exécution de quelques-unes de ces mesures, vous m'en informerez sans nul délai, et vous attendrez mes instructions.

Au reste, je vous invite à vous mettre en rapport, soit par vous-même, soit par un de vos substituts à qui vous donnerez vos instructions, avec le préfet du département où les amnisties sont décernées.

Recevez, Monsieur le procureur-général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le garde-des-sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes.

BARTHE.

RAPPORT AU ROI.

Sire, votre cœur magnanime a voulu faire disparaître jusqu'aux dernières traces de nos discordes civiles. Du haut de votre trône élevé, il y a sept années, pour le maintien de nos institutions et la défense des lois, Votre Majesté, par un grand acte de clémence, vient de donner à tous les Français le signal de l'oubli et du pardon; mais les portes fermées de Saint-Germain-l'Auxerrois rappellent encore un de ces souvenirs que Votre Majesté a résolu d'effacer: un arrondissement de Paris ne doit pas rester plus longtemps privé de son église paroissiale.

J'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté de

décider que l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois sera rendue immédiatement au service divin.

Je suis avec respect,

Sire,

De votre Majesté,

Le très humble et très fidèle sujet,

Approuvé. A Paris, le 12 mai 1837.

LOUIS-PHILIPPE.

Par le roi:

Le garde-des-sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes.

BARTHE.

De même que l'importance d'une maison de banque se mesure moins sur les richesses qu'elle possède que sur le crédit dont elle jouit, de même le pouvoir d'un gouvernement réside moins dans la force légale dont il est investi, que dans l'autorité morale qu'il exerce par le choix judicieux de ses agents.

Avec un acte de lois très considérable, un gouvernement peut avoir qu'un crédit politique très faible, et faillir honteusement; si nous nous servons de cette comparaison empruntée au langage des affaires, c'est afin que notre pensée soit plus généralement comprise.

Le pouvoir des gouvernements est en eux-mêmes, et lorsqu'ils se plaignent de l'affaiblissement de leur autorité, c'est leur propre incapacité qu'ils accusent en matière d'administration et de gouvernement; tels sont nos principes, tels ils ont toujours été, et tels nous consentons à ce qu'il nous en soit à jamais fait l'application. Voilà pourquoi nous sommes d'avis que le moyen de rendre au pouvoir l'autorité qu'en France il a perdue depuis quelques années, ce n'est point de multiplier le nombre des lois répressives, mais de choisir, pour le servir et le défendre, les hommes les plus capables dans toutes les spécialités. Savoir exactement ce qu'on veut, et vouloir fermement ce qu'on sait, tel est tout le secret du pouvoir.

Le pouvoir ne s'affaiblit point par les obstacles contre lesquels il a à lutter; au contraire, les gouvernements se consolident par les résistances, ils ne se détraquent que par les abus. L'ordre établi en juillet 1830 doit son triomphe aux périls qu'il ont menacés, aux épreuves qu'il a vaincues, son affaiblissement n'est visible que depuis que la lutte a cessé. Depuis que le pouvoir n'est plus attaqué, il déperit. Il importe donc au plus tôt que cet état de marasme cesse, que le pouvoir retrouve toute sa vitalité, qu'il se manifeste par des actes qui lui rendent ce grand ascendant moral, sans lequel il n'y a point d'autorité réelle ni durable. Cette autorité, un gouvernement ne l'acquiert qu'en se faisant aimer et respecter, c'est à dire qu'en se montrant juste et juste.

La force d'un gouvernement est dans l'équité, non dans la légalité; qu'il soit équitable, il sera fort et considéré; que le droit et la raison soient ses seules lois, et tous ses actes seront loués, tous ses choix seront bons, tous ses agents seront éclairés, actifs et fidèles, tous les abus tomberont d'eux-mêmes, toutes les améliorations s'opéreront sans effort par le concours de toutes les volontés unies dans un même but; — l'amour du bien; — alors les partis ne tarderont pas à entrer en dissolution, car les abus seuls entretiennent en eux le principe conservateur de la fermentation.

Le ministère du 15 avril vient de faire un premier pas dans la voie de la clémence, nous l'en avons loué; mais la clémence n'est pas un système, c'est un acte qui peut clore le passé, mais il n'ouvre point l'avenir, il répare, mais il ne fonde point; et c'est à fonder et à organiser qu'il faut maintenant s'occuper.

Le gouvernement ne peut pas rester plus longtemps prisonnier de lui-même, ne faisant rien, et entravant tout. La France veut sentir une main ferme et légère qui la conduise. Si le gouvernement entre dans cette voie de demander peu aux textes de lois et beaucoup à la supériorité des

hommes, il est nécessaire, avant qu'il commence, par passer la revue de son personnel, et par poser la question de savoir si la faiblesse du pouvoir n'a pas pour cause l'impéritie de ses agents? (La Presse).

Informé qu'Abd-el-Kader, qui de Miliana avait d'abord descendu le Cheliff avec l'intention apparente de régner la province d'Oran, était revenu sur ses pas, qu'il était entre le 22 à Medeah, et que de là il appelait les tribus aux armes, et menaçait nos alliés, M. le gouverneur-général a ordonné que les troupes se concentraient autour de Bouffarick, afin d'être en mesure de le recevoir si l'émir était descendu dans la plaine. Il s'y est tenu de sa personne le 27, et a aussitôt dirigé un fort détachement sur les bords de l'Haratch et de l'Hamise, dans le but de surveiller les tribus de l'est, de réunir leurs cavaliers et d'observer le débouché de l'Oued-el-Akris, et les autres gorges de l'Atlas. A la nouvelle de ces mouvements, Abd-el-Kader s'est éloigné, et est rentré à Miliana il a évacué la province de Tittery.

Le gouverneur a profité de la réunion des troupes pour faire une reconnaissance complète de Blida et des environs; deux colonnes ont reçu l'ordre de gravir à droite et à gauche les montagnes au bas desquelles est située cette ville, et de faire leur jonction sur l'Oued-el-Kehir, près de la retenue qui conduit les eaux de la rivière dans la ville et les jardins de Blida. L'escalade de ces montagnes, les ravins profonds qu'elles traversent, présentant de grandes difficultés que l'ardeur et la persévérance de nos soldats n'ont pas tardé à surmonter. Les Kabyles de Beni-Salah et des tribus voisines ont essayé d'opposer de la résistance à la colonne de droite, mais ils n'ont pu arrêter sa marche; les zouaves, avec leur élan et leur vigueur accoutumés, les ont bientôt forcés à céder le terrain.

Les environs de Blida ont été parcourus dans tous les sens, les positions favorables à la défense suffisamment reconnues, et les troupes ont bivouaqué sur l'Oued-el-Kehir et autour de Blida. Le lendemain et les jours suivants, le gouverneur a parcouru les bords de la Chiffa et ceux de Mazafran; il a visité Goleah et toute la ligne de nos postes depuis Bouffarick jusqu'à la mer. Le poste avancé de Beni-Mered, intermédiaire entre Bouffarick et Blida, a été renforcé, et un détachement de cent chevaux y a été placé pour observer les Hadjoutes, arrêter leurs courses et tomber sur leurs derrières s'ils cherchaient encore à traverser notre ligne. En même temps le maréchal de camp, commandant les camps de l'Ouest, a reçu l'ordre de transporter son quartier-général de Donéra à Bouffarick, dont la garnison a été augmentée.

Il est permis d'espérer que ces mesures assureront la tranquillité de la plaine.

Le 3 mai, le gouverneur-général est rentré à Alger.

Dans cette courte expédition, nos troupes se sont montrées, comme toujours animées d'un esprit excellent et d'un vif désir de joindre l'ennemi, et le gouverneur n'a eu que des éloges à donner aux officiers des divers grades comme aux soldats.

Il se fait véritable plaisir d'en adresser aussi aux officiers et miliciens composant le détachement de cavalerie de la milice algérienne, qui a demandé, avec l'empressement le plus honorable, à partager les fatigues de l'armée.

Achmet-Bey fait travailler aux fortifications de Constantine; mais ces travaux sont mal dirigés et ne sauraient en augmenter la force ni en prolonger la défense d'une manière notable. Ce qui prouverait d'ailleurs qu'il compte peu lui-même sur l'efficacité de ses moyens, c'est qu'il a fait transporter ses trésors au centre du pays montagneux des Kabyles, dans une ville très-forte située au sommet d'une montagne, à 15 lieues sud environ de Bougie. Son lieutenant Beni-Aïça en fait autant. Achmet-Bey sent qu'il

pourra défendre long temps Constantine, et espère organiser la guerre sainte contre les Français dans les montagnes, mais il ne peut compter sur les populations de l'intérieur qu'il a encore pu entièrement soumettre. Les habitants de Guelma et des pays environnants, de la fidélité desquels il croyait être assuré, sont maintenant entièrement soumis à notre influence. Ils viennent approvisionner nos marchés, et chaque jour leurs relations avec les Français qui sont à Guelma deviennent plus fréquentes et plus amicales. La conduite sage et loyale du colonel Duvivier, commandant supérieur de Guelma, nous a fait dans ce pays des partisans dévoués qui redoutent le Bey et comptent sur nous pour les défendre contre ses tentatives.

DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Pérignau, le 15 mai au soir.
Le 10, une seule porte était ouverte à Valence. Les carlistes occupent les environs. Le général Oraa était sur les bords de la Cenja, ayant devant lui Cabrera. Le 11, Sencarlo a été fusillé par les carlistes. Une conspiration républicaine a été découverte à Malaga : il y a eu deux arrestations. Le 10, à Barcelonne, Xandaro a été fusillé ; ses relations avec les carlistes n'ont pas été confirmées.
Le fort de Paracolla, évacué le 5 par la garnison qui, le capitaine en tête, avait rejoint les révolutionnaires de Reus, a été détruit le 6, par les insurgés. Le 12, Barcelonne était tranquille. Beaucoup d'Espagnols émigrent en ce moment.

ANNONCES.

ADJUDICATION AU RABAI.

AVIS.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, donne avis, que le mardi 20 juin 1837, à midi, il sera, suivant les formes prescrites par l'ordonnance royale du 10 mai 1829, procédé devant lui, et dans la salle de la Sous-Préfecture, à l'adjudication au rabais, sur soumissions, des travaux ci après désignés ;

SAVOIR :

Route Royale, n° 193, d'Ajaccio à Bastia.

1. Construction d'un pont en maçonnerie de 5 mètres d'ouverture, sur le torrent de Giro, et rectification de la route aux abords. 12,000.

2. Construction d'un pont avec culées en maçonnerie et tablier en charpente de 5 mètres d'ouverture, sur le torrent de Capano, et route aux abords. 5,700.

Route Royale, n° 194, de Bastia à S. Florent.

3. Construction d'une passerelle en bois sur le torrent de S. Bernardino. 800.

4. Construction d'un pont à deux arches avec piles et culées sur le torrent de Strette et route aux abords. 7,000.

Route Départementale de Bastia à Macinaggio.

5. Ouverture de la partie de cette route sur 1,358 m. 15 c. de longueur comprise entre Minelli et Pietraserà 11,587 71.

Les soumissions devront être rédigées sur papier timbré. Chaque soumission ne pourra comprendre qu'un seul ouvrage, et devra être renfermée séparément sous une première enveloppe cachetée portant le nom du soumissionnaire et l'indication des travaux soumissionnés. Il sera joint à ce premier paquet, 1° un certificat de

capacité du concurrent ; 2° un acte, ou une promesse valable de cautionnement ; et le tout sera renfermé sous une seconde enveloppe portant les mêmes indications que la première.

Les concurrents pourront prendre connaissance des projets, devis, et cahier des charges, clauses et conditions de ces entreprises, au secrétariat de la Sous-Préfecture de Bastia où ils sont déposés.

Fait à Bastia, le 19 mai 1837.
MORATI.

AVIS AU PUBLIC.

Le bateau à vapeur le NAPOLEON, fera un voyage dans le Finistère, pour y mener les personnes qui desireraient aller aux bords. L'administration se chargera de faire conduire et retourner dans le délai de 15 à 20 jours, suivant qu'il plaira aux passagers qui voudront s'embarquer, aux conditions suivantes :

1. Il sera ouvert un registre dans le bureau de ladite administration sur le quel à dater de ce jour on y enregistra les personnes qui aimeront en profiter.

2. Les premières places sont fixées à fr. 36. Les secondes 24.

Sur le pont 16.

Allée et retour y compris les effets.

Si dans le délai de huit jours se présentent cinquante personnes dont 15 de première classe, 20 de secondes et 15 sur le pont, en ce cas le NAPOLEON fera les deux voyages et le jour du départ sera connu par des affiches ; si le nombre susdit ne pourra pas se compléter, le présent sera considéré comme nul.

Bastia 23 mai 1837.

Un Restaurant sera établi à Pietraserà, pendant la saison des eaux.

Les baigneurs qui voudront en profiter y trouveront une bonne table à des prix modérés.

AVIS.

M. Gaetan Genero fils, commerçant en cette ville, se propose d'ouvrir un Cours-Théorie pratique de tenue de livres en partie double ; s'il peut toutefois réunir un nombre suffisant d'élèves qui aient déjà quelque connaissance dans le calcul et des écritures.

Pour de plus amples détails s'adresser chez le même au magasin de modes, soieries et nouveautés, rue St-Jean vis-à-vis l'église.

Rue de la Jussienne, N° 11 à Paris.

LA GAZETTE DES SALONS.

Paraissant tous les mercredis, en une brochure grand in 8° de 16 pages de texte, contenant en outre une gravure de modes, gravée et coloriée par les meilleurs artistes, une romance, Ballade ou nocturne etc. inédite avec accompagnement de piano.

Prix de l'abonnement pour les départements.

Année 40 fr.

6 mois 20.

3 mois 11.

L'ESTAFETTE DES MODES.

Rue de la Jussienne, N° 11.

Extrait et résumé de tous les Journaux de modes de Paris ; paraissant une fois par semaine en un cahier contenant un texte explicatif, une planche gravée et coloriée avec le plus grand soin et des patrons géométriques dont le nombre s'élève à près de 300.

Ce journal uniquement consacré au commerce et à la confection convient surtout à MM. les Tailleurs, Coiffeurs, Couturiers, Chapeliers, Tapissiers etc. en leur fournissant constamment des documents certains et des modèles du plus nouveau goût.

Prix de l'abonnement :

Année 14 fr. 40 c. — 6 Mois 7 fr. 20 c.

Pas d'abonnement au dessous de six mois.

La propriété de ces deux journaux, dont le succès est désormais assuré, vient d'être mise en commandite. Le fonds social est 35,000 fr. le nombre est de 140, elles sont de 250 chaque. S'adresser pour obtenir des actions, à M. Lejeune, Notaire, rue des bons enfants N° 21, dépositaire de l'acte de société. — à M. A. Brous, banquier, rue Grange Batelière n° 28. — Au gérant de la société rue de la Jussienne n° 11. — Et au bureau de cette feuille.

HOTEL DU MIDI.

Tenu par F. DUMONT, Employé des Postes, Rue de Grenelle St Honoré N° 59.

Cet hôtel meublé à neuf est placé au centre de Paris, près du Palais Royal, des Tuileries, des Théâtres, des différentes Messageries et de l'hôtel des postes.

ANTHOLOGIE CATHOLIQUE.

Par l'Abbé HUC.

Ouvrage nouveau approuvé par Monseigneur l'Archevêque de Paris, il peut être appelé la Théologie des gens du monde. 1 vol. in-12 broché.

2 fr. 25 c. — Avec 8 gravures 2 fr. 75 c. — 1 fr. de plus par la poste. — Paris chez l'auteur, Rue d'Enfer St Michel N° 51.

M. l'abbé Huc, dirige une maison d'études pour les élèves en droit. Il y a trois avocats chargés de répéter les cours de la faculté. — On y prépare aussi les jeunes gens aux examens du baccalauréat et des lettres. Le cours est de trois mois.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 17 au 24 Mai 1837.

ARRIVÉES.

CERVIONE, Bœuf St-Antoine, cap. Stretti.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

PORTOVECCHIO, Mistick Conception, cap. Giudicelli.

GIVITAVECCHIA, Gondole Conception, cap. Laporta.

TOULON, Brick Jean-Marie, cap. Rohelle.

BONE, Bombarde le Persévérant, cap. Reboul.

BONE, Golette la Clemence, cap. Garnerville.

PORTOVECCHIO, Mistick Conception, cap. Cardella.

TOULON, Bateau à vapeur Var, cap. Cuneo.

MARSEILLE, Brick-Golette Antoinette, cap. Lota.

GIRGENTI, Bateau St-Jean, cap. Sodiali.

DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur Var, cap. Cuneo.

LIVOURNE, Mistick Antoinette, cap. Bugliano.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

ALERIA, Mistick la Conception, cap. Sisco.

CERVIONE, Bœuf la Divine Providence, cap. Bellagamba.

ALERIA, Bœuf St-Joseph, cap. Paoli.

SARDAIGNE, Gondole l'Assomption, cap. Sestoni.

CERVIONE, Bœuf St-Joseph, cap. Bertocci.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

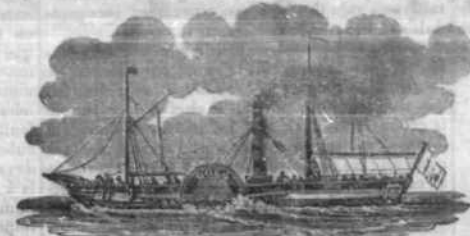
MERCREDI 31 MAI 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-correspondant de LEPRELLIER BOURGOIN et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 14.
A la Librairie correspondance de Pl. JOUTIN et C^{ie} Place de la Bourse, N° 8 ; à la coiffeur-commerciaire de PIERRE DE LA BOUTILLON rue St Honoré 207, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 133.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.



CORSE.

Le ministre de la justice a adressé une circulaire à tous les procureurs généraux, pour expliquer le sens et la portée de l'ordonnance sur l'amnistie. M. le garde des sceaux recommande aux chefs des parquets d'exercer la plus sévère surveillance contre les associations politiques.

Il fut réellement un temps où les sociétés secrètes étaient devenues menaçantes en Corse. Ce n'a point été au fort de la tourmente révolutionnaire ni aux plus mauvais jours de la restauration ; nous eûmes le bonheur de traverser ces époques d'épreuve bien plus tranquillement qu'aucun autre département ; mais ce fut quelque temps après la révolution de juillet, lorsque nous vîmes avec stupeur nos premiers fonctionnaires déclarer publiquement contre les tyrans en style de 93, lorsque nous les vîmes exciter l'ardeur belliqueuse de notre jeunesse et l'appeler à l'affranchissement des peuples italiens.

C'était pour nous un spectacle à la fois douloureux et plaisant, de voir les trois premières autorités de l'île, siégeant en comité révolutionnaire, uniquement occupées de fonder et d'étendre les ventes de Carbonari, sous la direction du fameux Gallotti à qui elles donnaient les plus flatteuses appellations, mais qui de son côté ne s'en contentait guères, et ne manquait pas de rançonner ses dupes en leur distribuant un grand nombre de diplômes et de commissions. Nous étions en même temps humiliés de voir une partie de notre jeunesse faire abnégation de son bon sens naturel et se laisser mener par un lazzarone travesti en homme politique.

Alors la circulaire du ministre serait arrivée à propos ! mais aujourd'hui, que celui des triumvirs restant, pour ne pas suivre ses collègues dans la disgrâce dont le gouvernement les frappa, a répudié tous ces antécédents ; aujourd'hui qu'il voudrait dans l'ardeur de son repentir effacer jusqu'aux moindres traces de l'effervescence révolutionnaire, que répandaient ses harangues emphatiques et boursoufflées ; aujourd'hui que le ridicule plus que la loi a frappé de dissolution nos sociétés secrètes ; que les affiliés les plus exaltés oublient tout honteux leurs rêves d'ambition dans le travail et les occupations domestiques, le gouvernement aurait pu, selon nous, s'épargner l'envoi en Corse de cette circulaire.

Voilà une belle conclusion, nous dira-t-on, et surtout une grande économie que vous proposez ! — Mais, nous voudrions, si on nous écoutait supprimer en même temps les 10,000 fr. de fonds secrets qu'on alloue à notre préfet pour surveiller les associations politiques. Où passe tout cet argent ? Nous défions tous les préfets de la France de l'employer aussi secrètement que le préfet de la Corse. Nous connaissons bien quelqu'un d'entre ses subordonnés assez mal avisé pour avoir demandé d'en distribuer une portion ; mais nous n'en connaissons aucun qui en ait reçu la moindre parcelle.

An reste, s'il fallait admettre la réalité de la dépense, nous en contesterions toujours l'utilité. Le dévouement des CorSES à la dynastie actuelle ne saurait être mis en doute par personne. Il a éclaté d'une manière indécidable à la vue du Prince royal traversant, après le crime de Fieschi, leurs rangs, avec la plus noble et la plus parfaite sécurité, au milieu des acclamations et des décharges continuelles de leurs armes ; il s'est accru depuis de tout ce que les dispositions bienveillantes du gouvernement ont fait naître de sentiments de reconnaissance et d'amour. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'aucun autre département n'est animé de plus vives sympathies pour le trône de juillet.

Concluons : Le gouvernement peut s'épargner les soins de surveiller les associations politiques de la Corse, et économiser, sans danger, les 10,000 fr. de fonds secrets qui passent par les mains de M. Jourdan.

ELECTIONS MUNICIPALES DE LA VILLE DE BASTIA.

On remarque une nouvelle activité dans cette ville parmi les concurrents aux places de conseillers municipaux. Des comités, des espèces de clubs, siègent en permanence, des émissaires, des affidés, des parlementaires vont sonder le terrain, explorer le camp ennemi, et soufler le feu de la discorde, débaucher les électeurs, enlever les suffrages par ruse, par séduction et par mille autres petits moyens. — On va, en court, on vient, on revient, on fait des courtoisies, des tripatouilles, des conciliabules, où tout le monde se ruine en promesses.

Chaque concurrent a son carnet de poche, ses tablettes où il prend des notes, marque d'un astérisque les bons, sous-ligne les douteux. — De contraires il n'y en a pas ; cela va sans dire. On chante victoire de part et d'autre.

C'est qu'en fait d'élections, les promesses équivalent à de l'eau bénite de cour, et si l'on aime plus de précision dans la comparaison, elles tiennent tout juste autant que les promesses de M. en tournée ; c'est que le scrutin secret est une coupée franche pour voter sans peur et sans reproche et juger chacun selon ses œuvres.

Electeurs ! vous vous plaignez souvent, à tort sans doute, que l'argent de la Commune n'est pas toujours employé de la manière la plus utile. Eh bien ! entourez l'autorité municipale de conseillers probes, irréprochables, indépendants par position et par caractère, qui n'hésitent point à frapper de réprobation tout onbli, tout abandonné d'intérêts publics. Et pour cela faites comme si c'était pour vos propres affaires ; n'attendez pas qu'on vienne vous chercher, mais cherchez vous mêmes vos candidats, laissez vous aller dénicher de son trou l'homme vertueux qu'on a détesté on par timidité n'a point brigué ou ambitionné vos suffrages.

N'accordez votre confiance qu'aux hommes que vous jugerez capables d'exercer leur mandat

dans l'intérêt de la ville ; de porter le plus grand jour dans la discussion et le contrôle des dépenses ; d'employer une volonté de fer pour extirper les abus, s'il y en a, au lieu d'en profiter ; de parler et de voter contre toute espèce d'indemnité, sauf quelque cas très rare, et tout à fait exceptionnel ; car, des indemnités nous en avons vu accorder à foison.

Electeurs ! nous sommes des amis non équivoques du gouvernement de juillet et nous ne vous disons pas : nommez les hommes de notre opinion ; mais nommez des hommes de bien. C'est que tout homme de bien aime son pays, et quels que soient ses précédents politiques, il doit se rallier franchement à un gouvernement qui tous les jours nous donne des nouvelles preuves de sa bienveillance.

C'est ainsi que vous rendrez un véritable service au pays.

Le Journal de la préfecture a présenté un tableau bien étrange de la statistique criminelle de la Corse. Toutes les offenses contre les personnes quelle que soit leur nature, y sont qualifiées d'assassinat. Il paraît que l'auteur de ce travail ne comprend guère l'acception légale des mots, ce qui le prouve, c'est que l'on n'y distingue point un homicide en rixe, d'avec un meurtre prémédité. Tous les attentats contre la vie sont classés sous l'appellation d'assassinat. Conceit-on une pareille conclusion de termes et d'idées ? Ce qui surprendra encore davantage, c'est que le rédacteur de cet article est, dit-on, un avocat et un ancien avocat de Cour d'assises. Il n'est point de stagiaire qui ne sache établir nettement la différence bien tranchée qui existe entre les meurtres simples et les meurtres prémédités. Voilà quant aux erreurs de droit et de langue.

Nous ne dirons qu'un mot sur l'exagération des chiffres. Dans les quatre premiers mois de l'année 1837, dit le Journal du Préfet, il n'a été commis dans ce département que 30 assassinats ou tentatives d'assassinat. Savoir : 18 pour cause de rixe et 12 d'insulte et avec préméditation et 12 par suite de dispute avec les armes à la main. N'avions-nous pas raison de dire que le faiseur de cette statistique ne s'était pas rendu compte de la valeur des mots ? Encore s'il n'y avait qu'onbli des notions élémentaires du droit criminel, on aurait pu laisser passer de pareils aperçus sans réponse. Il est impossible de le faire, quand on voit porter à 30 le nombre des crimes contre les personnes dans les quatre premiers mois de l'année courante. D'après ce calcul nous aurions à gémir au bout de huit mois sur soixante assassinats ! — Et l'on appelle cette série de meurtres un heureux résultat ! En vérité ceci ressemble à une sorte de décision !

Le Journal du Préfet se connaît beaucoup plus en éloges qu'en fait de statistique. S'il avait puisé à des sources irrécusables nous n'aurions pas le regret de redresser des erreurs aussi grossières.

Le nombre réel des homicides est fort au-dessous de 30 — et nous défions qui que ce soit de nous donner un démenti à cet égard. Au reste les états fournis par le Parquet du ressort sont là pour justifier la vérité de notre assertion.

Arrondissement de Sartène.	
Assassinats	1
Meurtres	2
Tentatives de meurtre	2
Arrondissement d'Ajaccio.	
Assassinats	1
Tentatives d'assassinat	1
Meurtres	3
Tentatives de meurtre	2
Arrondissement de Corte.	
Tentatives d'assassinat	1
Meurtre	1
Tentatives de meurtre	1
Arrondissement de Calvi.	
Meurtres	1
Tentatives de meurtre	1
Arrondissement de Bastia.	
Néant.	

Tous ces crimes ont été commis avec fusil, à l'exception de deux, commis l'un avec un pistolet, l'autre avec un tranchet.

Adresse votée à S. A. R. le Duc d'Orléans à l'occasion de son mariage, par le Conseil municipal de la ville de Bastia.

Monseigneur
L'annonce de votre prochain mariage avec la Princesse Hélène de Mecklembourg a fait naître dans toutes les Communes du Royaume l'espérance et la joie, mais ces sentiments de sympathie de tous les Français ne se sont manifestés nulle part avec plus de force que parmi les habitants du Département de la Corse.

Cet enthousiasme, Monseigneur, est bien naturel dans une population ivre de bonheur de la nouvelle marque d'intérêt que vous venez de lui donner.

« Eminemment reconnaissans, les Corses qui doivent au Roi votre auguste père les améliorations après lesquelles ils soupiraient depuis si long-temps, visiront avec empressement toutes les circonstances, pour témoigner leur vive gratitude. Et la ville la plus importante du Département qui a eu l'honneur de vous saluer la première lors de votre débarquement en cette Ile, est heureuse que l'événement qui doit assurer les destinées futures de la France, lui fournisse l'occasion de vous offrir avec l'expression de son dévouement, l'hommage de ses vœux pour votre bonheur, pour la gloire et la prospérité de la Dynastie d'Orléans. » (Suivent les signatures.)

C'est un bien habile homme que notre Préfet! de moins en fait d'expédients. — Dès qu'il se sent pris en défaut par l'Insulaire, il ne répond pas, mais il prépare ou fait préparer son éloge par quelque ami complaisant, et le met sur le compte d'un corps électif. Puis il l'insère dans le journal qu'il rédige, sous le nom de JOURNAL LIBRE ou JOURNAL de la Corse.

On sait ce que lui advint pour s'y être pris un peu tard au Conseil général. Maintenant c'est au Conseil municipal d'Ajaccio qu'il a recours; et comment? en quelle occasion? — En se faisant prêter dans une adresse solennelle votée par ce corps au Prince royal.

Il faut lire cette pièce dans le journal de la préfecture. Quel tact! quel sentiment exquis de haute convenance! Pour sûr, M. Jourdan va être appelé à la Cour, et faire partie de la maison du Prince.

Nous nous sommes récriés dans notre feuille du 24 de ce mois, contre la prétention, élevée par les gardes champêtres, de continuer à marcher armés de fusil et de pistolet, et nous avons dit, que nous pensions avec tout ce qu'il y a d'hommes sages que les gardes champêtres ne

doivent pas jouir d'un privilège que réclameraient en vain des citoyens autrement recommandables.

Nous apprenons avec plaisir que dès les premiers jours du mois, M. le procureur du roi de Bastia, s'était concerté avec M. le commandant des voligeurs corses et M. le chef d'escadron de la gendarmerie, et que les ordres avaient été donnés et transmis dans tout l'arrondissement pour que les gardes champêtres fussent soumis à l'exécution d'une mesure dont les salutaires effets se font sentir chaque jour davantage.

Ce n'est pas avec moins de plaisir que nous annonçons que malgré les suggestions de quelques maires qui espéraient d'en faire des gardes de corps, les gardes champêtres ont déposé fusil et pistolet.

Nous nous empressons de donner connaissance au Commerce d'une lettre que M. le Maire de cette Ville vient de recevoir de M. le Maître des Requêtes, Directeur de l'Administration des Douanes.

Paris le 18 Mai 1837.

Monsieur le Maire.

Vous m'avez adressé, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 Avril dernier, en l'appuyant de votre recommandation, une pétition également appuyée par le Tribunal de Commerce de Bastia, et par laquelle les Notables Commerçants, et Capitaine Marins de cette ville exposent que la composition du personnel de la Douane est devenue insuffisante pour satisfaire aux besoins du service, et demandent, dans l'intérêt du Commerce, qu'elle soit augmentée.

L'administration apprécie Monsieur, l'importance des besoins que vous exposez, et elle est toute disposée à prendre les mesures nécessaires pour y pourvoir. Le Directeur de Bastia est invité à adresser des propositions en conséquence.

Je vous prie d'agréer etc.

M. le sous-Préfet de Sartène, réclame de notre obligeance l'insertion de la réponse qu'il a cru devoir faire au mémoire adressé à M. le Ministre de l'intérieur par le maire et les notables de ce chef lieu. Comme dans le langage officiel la réclamation d'une autorité toute polie qu'elle soit, tient lieu d'ordre; afin qu'en obtempérant au désir de M. le sous-Préfet on ne se méprenne sur nos véritables intentions nous rappellerons en peu de mots les principes et le texte des lois qui régissent la presse :

L'art. 17 de la loi sur les crimes et contraventions de la presse du 9 septembre 1835, porte ce qui suit : « L'insertion des réponses et rectifications prévues par l'art. 11 de la loi du 25 mars 1822, devra avoir lieu dans le N° qui suivra le jour de la réception; elle aura lieu intégralement et sera gratuite. Le tout sous les peines portées par la dite loi. Toute fois si la réponse a plus du double de la longueur de l'article auquel elle sera faite, le surplus de l'insertion sera payé suivant le tarif des annonces. »

L'art. 11 de la loi citée ci-dessus impose aux propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique, l'obligation d'insérer la réponse de toute personne nommée ou désignée. Tel est l'état de la législation de la presse sur ce point.

Le mémoire que nous avons publié dans l'un de nos précédents N° ne désignait en aucune façon M. le sous-Préfet de Sartène. Non seulement il n'y est pas nommé, mais il n'y a pas une ligne, un mot, une virgule qui puisse l'atteindre ni de près ni de loin. Il est évident qu'il ne se présente dans l'arène de la discussion, que pour détourner les coups qui portaient plus haut. C'est une noble abnégation de soi-même dont on doit lui savoir un gré infini.

Quand à nous, contents d'avoir déterminé la mesure de nos droits et de nos obligations, nous

demeurerons étrangers aux débats qui s'engagent entre l'administration et la ville de Sartène, et en insérant la lettre suivante nous ne voulons que donner à la Corse une nouvelle preuve de notre ardent désir à favoriser la publication de toutes les plaintes qui touchent à des intérêts généraux. C'est là le but de l'institution de cette feuille, et pour remplir nos devoirs nous ne reculerons pas devant les désagréments plus que devant les périls. Que l'on continue après ce la à nous représenter dans le secret des correspondances comme autant de libellistes, peu nous importe. La conscience de payer notre dette de dévouement au pays et l'approbation des gens de bien seront toujours pour nous la meilleure des récompenses.

Sartène, le 17 Mai 1837.

Monsieur le Rédacteur,

« Je viens réclamer de votre obligeance l'insertion de cette lettre dans le plus prochain numéro de votre journal. Le langage des faits étant la meilleure réponse aux allégations calomnieuses, je répondrai par des faits à celles que renferme la lettre à M. le Ministre de l'intérieur, insérée dans votre feuille du 10 de ce mois.

« On a dit, 1° qu'une somme de 2,500 fr. avait été promise pour travaux d'art à exécuter sur les chemins vicinaux de la ville de Sartène, mais que cette promesse solennelle n'a eu aucun résultat.

« Je demande au rédacteur de l'article, qui n'est autre que M. l'ex-Maire de Sartène, si M. le Préfet ne s'est par rendu lui-même à Sartène avec l'architecte des bâtimens civils pour mieux connaître les travaux dont il s'agissait; si ce n'est pas par suite de cette visite qu'une somme de 500 fr. a été prise sur les fonds sus-désignés pour la construction de l'aqueduc du canal; si ce n'est pas sur les mêmes fonds et d'après les ordres de M. le Préfet, qu'un mur de soutènement a été construit sur la route de Sartène au Pont de Risanese moyennant la somme de 115 fr. A qui s'en prendre aujourd'hui si plus de travaux n'ont pas été exécutés? A l'incurie de M. l'ex-Maire de Sartène, qui en-négligeant pendant trois années d'établir les rôles de prestation, a laissé même à demi remblayés les deux travaux d'art dont je viens de parler. Or, on sait qu'avec la meilleure volonté du monde, l'administration ne peut faire avancer les travaux d'art sans le concours des journées de prestation.

« 2° On se plaint de ce que l'administration n'a pas fait construire les prisons de Sartène avec la somme votée par le Conseil général, mais n'aurait-il pas de son devoir d'attendre que le système cellulaire, dont le gouvernement veut doter les villes de la France, fût avant tout connu? Pendant que les constructions, même avancées, s'arrêtent partout, dans l'attente de ce système bienbissant, devrait-on entreprendre celles des prisons de Sartène? Le Conseil général n'eût-il pas été alors en droit de taxer l'administration d'imprévoyance?

« 3° On se plaint de ce que l'administration n'a pas donné son appui à l'établissement d'une école des frères de la doctrine chrétienne à Sartène : D'abord, pourquoi n'a-t-on pas voulu de cette école quand on la possédait et qu'il était si facile de la conserver? aujourd'hui cette question soulève des obstacles financiers, que l'administration ne peut pas surmonter.

« Quand à l'instruction de la jeunesse, elle n'a rien négligé pour en assurer le succès. Un Instituteur très-distingué, nommé d'office par le comité supérieur de l'arrondissement, a été chargé de la direction de l'école communale. Et au milieu de beaucoup de difficultés, dont M. l'ex-Maire connaît parfaitement les auteurs, cette école a déjà pris un développement, qui donne les meilleures espérances.

« 4° On dit que l'administration a gardé le silence sur diverses délibérations d'intérêt local. Ce fait est tout aussi inexact que les précédents. Il existe dans les archives même de la mairie une lettre, que j'écris à M. le Maire sous la date du

20 juillet 1836, pour lui faire connaître les motifs qui déterminaient l'administration à refuser, pour le moment d'homologation. Cette lettre est demeurée sans réponse; d'ailleurs il serait difficile de vérifier les opérations de M. l'ex-Maire, attendu que pendant tout le temps qui a duré son administration, il n'a été ouvert à la mairie de Sartène aucun registre ni de délibération, ni de correspondance.

« 5° Pour ce qui concerne la fontaine de Sartène, n'est-ce pas sur la demande de M. le Préfet que le Conseil général a accordé un secours de 1,400 fr. à la ville? Si les plans et devis ont été éprouvés quelque retard, on ne doit l'attribuer qu'à la multiplicité des travaux auxquels un seul architecte, pour tout le Département, ne suffit qu'avec beaucoup de peine. Au reste, M. l'ex-Maire est-il bien certain d'avoir mis toute l'économie et l'ordre désirable dans les travaux qu'il a voulu entreprendre, relativement à cette fontaine, et dont il ne reste aucune trace aujourd'hui?

« 6° M. l'ex-Maire paraît être vivement inquiet sur les moyens d'assurer le service de la Commune pendant l'exercice 1837, nous nous empressons à cet égard de le rassurer;

« L'ordre parfait qui règne aujourd'hui dans les affaires municipales, permet d'assurer le service au moyen des revenus ordinaires; Dès-lors cette imposition extraordinaire qui paraît être son moyen de précaution, sans tenir compte des limites posées par nos lois, devient complètement inutile.

« 7° Quand au 7° grief concernant la route royale de Sartène à Propriano, je croirais faire tort à M. l'ingénieur en chef, si je me chargeais d'y répondre. Je dirai seulement que d'après les faits qui sont à ma connaissance, il est aussi mal fondé que les précédents.

« En répondant aux divers griefs contenus dans l'article que vous avez reproduit, je me suis adressé particulièrement à M. l'ex-Maire de Sartène. Il est en effet de notoriété publique, que cet ancien fonctionnaire est le rédacteur de ce que je ne crains pas de qualifier ici de libellé diffamatoire. Il serait tout-à-fait contre mes intentions et mes sentimens de m'adresser aux honorables citoyens qui ont pu signer de confiance, et pour lesquels je professe la plus haute estime.

Recevez, Monsieur le Rédacteur, l'assurance de ma parfaite considération.

Le sous-Préfet de l'arrondissement de Sartène, COSTA.

Sollacaro le 18 mai 1837.
Monsieur le Rédacteur,

« Dans un pamphlet attribué à quelques habitants de Sartène et inséré dans votre N° du 10 mai dernier, je lis le passage suivant : L'administration a accordé dernièrement en charte privée au maire de Sollacaro, sur les fonds précités la somme de 4000 fr. un village a reçu une faveur extraordinaire, une ville n'a pas eu justice.

« Je ne sais quels peuvent être les auteurs d'une pareille inculpation; mais, en ce qui me concerne je la déclare calomnieuse.

« J'ai l'habitude de réclamer pour le canton que je représente, les avantages qui peuvent améliorer sa position; j'ai beaucoup à me louer de la bienveillance éclairée de l'administration départementale, mais je ne fais pas le bien de mon canton aux dépens d'autrui. Le conseil général dans une de ses dernières sessions a accordé pour la route de Cilaccia au pont de Calzolo une somme de 2800 fr. à peu près. Cette somme a été versée dans la Caisse du Percepieur, dans les formes voulues par la loi et employée de même avec toute l'économie désirable. Sur cet article j'en appelle à mes concitoyens.

« Quant à cette prétendue somme de 4000 fr. donnée en charte privée, c'est un fait qui prouve de la part de ceux qui osent l'affirmer autant d'ignorance que de fausseté.

« Je vous prie, monsieur le Rédacteur, d'in-

serer cette réclamation dans votre prochain numéro.

Recevez, monsieur le Rédacteur, l'assurance de ma parfaite considération.

Le maire de Sollacaro.
A. V. COLONNA D'ISTRIA.

Nous nous permettons une simple observation sur la réclamation qui précède.

M. le Maire de Sollacaro, qui est en même temps membre du Conseil général, se loue beaucoup de la bienveillance éclairée de l'administration départementale, et trouve que sa Commune n'a obtenu que sa juste part au budget voté par ce Conseil; (2,800 fr. au lieu de 4,000 comme on l'a, dit-il, calomnié d'avoir reçu.)

M. l'ex-Maire de Sartène, qui n'est pas membre du Conseil général, mais qui selon M. le sous-Préfet, serait l'auteur du mémoire des habitants de cette ville au ministre, accuse au contraire, l'administration départementale de partialité, et article entraineurs griefs, celui-ci : Qu'après avoir promis 2,500 fr. à la ville de Sartène, sur les fonds des chemins vicinaux, cette promesse n'a eu aucun résultat, mais qu'en revanche, elle a accordé en charte privée 4,000 fr. au Maire de Sollacaro sur les fonds précités. Un village a reçu une faveur extraordinaire, une ville n'a pas eu justice.

Il nous semble qu'il y avait un moyen bien simple d'éviter ces sortes de contestations : c'était de répartir ces fonds d'après une règle fixe et invariable, par exemple, d'après la quotité des contributions afférentes aux deux Communes.

— Le Moniteur contient dans sa partie officielle :

1. La loi relative aux lacunes et aux réparations extraordinaires des routes royales;

2. La loi relative à l'achèvement des routes royales du département de la Corse, et au perfectionnement des ports maritimes situés dans ce département;

3. Sept lois relatives à divers classements de routes royales;

4. Loi portant création d'un fonds extraordinaire pour les travaux publics.

— Le Lianone, capitaine Valzi, faisant le service des dépêches entre Toulon et la Corse, a rencontré, il y a quelques jours, à son retour d'Ajaccio vers sept heures du soir, la gabarre de Durance qui se trouvait affalée par la grosse mer et les courans sur les récifs de la presqu'île de Giens.

Des signaux répétés ayant fait connaître au capitaine Valzi la position de la Durance, ce brave marin s'empressa de courir au secours du navire en danger, qu'il prit à la remorque et qu'il mouilla quelques heures plus tard en rade de Toulon. (Toulonnais.)

PARIS.

— Paris, 18 mai. — Il n'est question dans Paris que de l'ovation dont le roi a été l'objet avant-hier sur la place de la Concorde, et du noble accueil qu'il a reçu à Versailles. Cette fois encore Sa Majesté était sortie sans escorte et sur la place de la Concorde la foule a été si grande que le Roi ne pouvait plus avancer. Les cris d'enthousiasme retentissaient de tous les côtés, Sa Majesté avait les larmes aux yeux. Ce que les masses applaudissent, c'est la clémence royale, c'est l'inepuisable générosité qui à leurs yeux se revêt d'un éclat presque surhumain et qui leur donne une si haute idée des dignités et belle vertu d'une royauté facile qui semble ne vouloir exercer d'autre despotisme sur nous que celui de la bonté et de l'humanité.

— Le conseil municipal de Paris a voté un million pour les fêtes que la ville doit donner à l'occasion du mariage du prince Royal. On raconte de merveilleuses sur les préparatifs qui se font pour le grand bal de l'Hôtel de Ville. Les décorations de la salle de bal seront d'une magnificence

extraordinaire. Des invitations seront envoyées à tous les négocians honorables de Paris.

— Le 19 mai, les continuances de l'affaire de Strasbourg ont comparu devant la cour d'assises du Bas-Rhin. Les cinq accusés ont été acquittés.

— M. Alexis de Jussieu, qui vient de quitter la préfecture de la Vienne pour la direction de la police, sera, dit-on, remplacé par M. Azevedo. On prépare quelques grandes fêtes de cour à Postdam, en l'honneur de la princesse Hélène de Mecklembourg, qui arrivera vers la fin de la semaine. La future reine des Français, s'arrêtera un jour à Berlin.

Le 18 courant elle partira d'ici, et l'ambassadeur de France accompagnera S. A. R. jusqu'à la frontière de France. La princesse quitte, dit-on, sans regret, sa patrie, non-seulement parce que sa mère l'accompagne, mais aussi parce que le penchant de son cœur l'emporte sur la douleur d'une séparation.

— On assure que c'est M. le pasteur Cuvier, de la famille de notre immortel savant de ce nom, qui bénera, selon le rit luthérien, le mariage de M. le duc d'Orléans et de la princesse Hélène de Mecklembourg.

— Un journal annonce que l'empereur de Russie a fait demander une entrevue au sultan. Ce serait près de Varna que les deux autocrates se rencontreraient. Une entrevue de cette espèce est sans exemple dans les fastes de l'empire ottoman.

— M. Azevedo, qui a été, sous le ministère du 6 septembre, directeur de la police générale, est nommé maître des requêtes en service ordinaire.

Nous avons récemment annoncé la mise en société par actions du magnifique établissement de Charenton-le-Pont, sous la direction d'un des plus habiles ingénieurs mécaniciens que possède la France, M. Charles Hamond. Nos prévisions sur l'avenir promis à cette entreprise toute nationale, se sont déjà en partie réalisées, car depuis deux mois à peine que l'établissement est en activité, il a reçu pour plus de cinq cent mille francs de commandes, entr'autres deux machines locomotives pour les chemins de fer de St. Germain et de Versailles. Les soumissions d'actions sont aussi fort abondantes et cet empressement s'explique par les avantages et les garanties inhérentes à cette entreprise sur le succès de laquelle nous ne nous sommes pas seuls prononcés.

Un journal, l'Actionnaire, qui compte pour fondateurs et pour rédacteurs les industriels les plus honorables, les avocats les plus distingués, également exercés à pénétrer dans l'ombre des affaires, a y découvrir ce qu'elles peuvent cacher de difficultés, de risques de pertes et de pièges de toute nature, ce journal s'est constitué le juge impartial, désintéressé et sévère de toutes les entreprises par actions. Il a fait dans son numéro du 10 Mai un examen approfondi de l'entreprise de Charenton et il termine ainsi un article après être entré dans les détails les plus minutieux sur l'entreprise.

« Les sociétés industrielles qui se forment de toutes parts nous ont rarement fourni l'occasion de leur accorder notre approbation. Il est difficile, en effet, dans certaines compagnies de réunir à la fois toutes les conditions nécessaires pour faire préjuger favorablement des résultats d'une entreprise. C'est donc pour nous un devoir, lorsque parfois une opération se présente avec des garanties de toute nature dans la personne du gérant, de bonnes combinaisons et solidité des bases de l'exploitation, absence de charges au profit des fondateurs ou du gérant, identité parfaite entre les intérêts de ce dernier et ceux des actionnaires, certitude de remboursement; c'est un devoir disons-nous, de recommander cette opération à l'attention des capitalistes. L'examen scrupuleux que nous avons fait de l'affaire de Charenton-le-Pont nous a fait reconnaître en elle

« ces nombreuses chances de prospérité, et à ces divers titres, nous croyons qu'elle a droit à la confiance générale. »

En reproduisant cette opinion si favorable et si compétente, nous croyons être utiles aux capitalistes ou aux personnes qui veulent tirer un parti avantageux de leurs épargnes et qui reculent devant les inconvénients des placements hypothécaires, les fluctuations si onéreuses de la rente, le minime intérêt qu'elle produit; enfin devant le taux si élevé des propriétés foncières.

La compagnie de Charenton, en dehors d'un intérêt de 6 1/2 qu'elle garantit à chaque action de 250, offre encore la certitude d'un dividende non moins important avec toute la sécurité d'un placement hypothécaire.

Les souscriptions d'actions et les demandes de renseignements continuent à être adressées à M. Cleemann banquier rue de la Victoire N° 11 à Paris.

HYGIÈNE-GRIPPE.

La maladie épidémique qui règne en France, nous fait un devoir d'éclairer nos lecteurs sur le mérite réel des pectoraux annoncés chaque jour, et pour cela nous ne pouvons mieux faire que de transcrire textuellement l'opinion émise par l'un de nos meilleurs journaux de médecine sur les propriétés de la Pâte de Regnaud aîné; (1) qui à Londres et à Paris est ordonnée avec un grand succès pour prévenir et guérir l'Influenza ou Grippe.

Extrait du N° XXXVI de la Gazette de Santé ou recueil général de ce que la médecine peut offrir de plus avantageux pour prévenir et guérir les maladies, par une société de médecins.

« C'est au moment où la toux, les rhumes, les catarrhes, et toute la catégorie des maladies de poitrine exercent leur empire, qu'il est important de faire connaître les moyens avoués par les médecins praticiens pour diminuer, soulager et guérir quelques-unes de ces affections. Sous ce rapport nous croyons devoir recommander la Pâte de Regnaud aîné, pharmacien, à Paris, rue Gaumartin, 45.

« Cette pâte peut remplacer avec avantage, des tisanes incommodes et fatigantes dont l'usage est surtout difficile dans les voyages, elle est composée avec les extraits des plantes pectorales, elle possède une saveur agréable, et ne contient aucune préparation opiacée, dont l'effet toujours trompeur et souvent funeste, ne procure pour l'ordinaire, qu'un soulagement momentané. Les essais nombreux faits jusqu'à ce jour par plusieurs médecins instruits justifient notre recommandation. »

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Depuis quelques jours, le bruit courait qu'il y allait avoir d'un moment à l'autre du désordre à Barcelonne, et ce bruit avait pris plus de consistance à la suite des derniers événements de Fleus et de Tarragone. Les mesures nécessaires prises par l'autorité pour le maintien de la tranquillité furent inutiles, et le mouvement éclata le 4 au matin.

Une partie des individus désarmés des bataillons de la milice nationale s'emparèrent, vers les sept heures du matin, de la maison de ville ainsi que du quartier de l'artillerie de cette milice qui sont à Sainte-Clair. Ils placèrent ensuite des postes à l'entrée des rues qui aboutissent à la place San Jaime, interceptèrent la circulation et élevèrent des barricades dans quelques-unes. Pendant ce temps, la plupart des individus qui se tenaient prêts pour le mouvement se réunissaient à la hâte. Aussitôt le tumulte s'accrut, les bataillons de la milice nationale se rassemblèrent peu à peu dans leurs quartiers; et les nationaux qui passaient pour s'y rendre, sur le point occupé par les insurgés, étaient désarmés par eux avec

la liberté de rester ou de poursuivre leur chemin.

A neuf heures et demie, 300 révoltés environ, formés en colonne, sortirent de la place San Jaime, précédés et accompagnés d'une foule considérable et avec le drapeau du 1^{er} bataillon de la milice; ils passèrent par la rue de la Boqueria et par la Rambla, et se dirigèrent vers les Atrazanas.

En face de la rue Nueva, il y avait une réserve de 30 lanciers et de 50 mosos de la escuadra. Devant Santa Monica était un demi-bataillon de milice, un fort détachement de marins, et au milieu de la promenade deux canons avec leurs coups prêts à tirer. Sur le rempart des Atrazanas, se trouvaient déjà formés quelques compagnies de la marine royale anglaise, avec le pavillon britannique et servant quelques pièces qui enfilait la rue Ancha et la Rambla.

Lorsque les révoltés arrivèrent à l'entrée de la rue Nueva, ils poussèrent les cris de *viva la libertad* *viva Isabelle II!* auxquels il fut répondu, et leur colonne poursuivit sa route sans que de part ni d'autre on engageât d'hostilité. Arrivés à la place du théâtre, la troupe les reconnut et ils répondirent comme de coutume. Le gouverneur leur fit intimer l'ordre de se retirer, mais loin d'y obéir, ils tirèrent sur le sous-inspecteur de la milice et les lanciers. Cette attaque déterminait le gouverneur et le sous-inspecteur à commander le feu; les mosos obéirent et firent une décharge qui tua sept révoltés, en blessa grièvement quatorze qui restèrent sur la place ainsi que beaucoup d'autres moins gravement, parmi lesquels étaient quelques curieux. Ces mosos chargèrent ensuite à la baïonnette, ainsi que la cavalerie, et les insurgés disparurent aussitôt par la rue de Trentacaus et celles qui la traversent, en abandonnant beaucoup d'armes sur la place du théâtre.

Le général Parreno mit alors la ville en état de siège, et la déclaration en fut faite par un ordre qui fut publié au son du tambour.

La Rambla ayant été évacuée, on fit avancer une forte armée plus considérable vers l'entrée des rues voisines du point où les révoltés s'étaient déjà retranchés et surtout du côté de la place Nueva et de Call. On les somma de se rendre, mais ils refusèrent et dirent que s'ils le faisaient, ils exigeraient préalablement une capitulation dans laquelle ils possèdent des conditions humiliantes. On insista de nouveau; mais lorsqu'on vit qu'il était impossible de les mettre à la raison, on commença le feu sur eux, et on leur tira quelques coups de canon, auxquels ils ripostèrent par une fusillade. Ils firent signe, en voyant cela, qu'ils désiraient capituler; mais comme ils persistaient encore dans des prétentions inadmissibles, on recommença à les canonner de trois points différents, savoir: de la descente de l'évêché, du Call et de Begoni; un feu de mousqueterie était encore dirigé sur eux des terrasses et des balcons occupés par des pionniers et les mosos de la escuadra. Quelques révoltés étaient déjà venus se rendre et avaient été conduits aux Atrazanas.

Le combat ayant encore été suspendu, un peloton du 3^e bataillon fit feu, de la Rambla et de la rue du Carmen où se trouve son quartier, sur une patrouille de lanciers. Mais une pièce d'artillerie mise en batterie à l'entrée de cette rue, en délogea les révoltés ainsi que de leur quartier.

La nuit allait arriver cependant, sans qu'on eût pu se rendre maîtres des révoltés, quoique la plupart d'entre eux prétendissent avoir été séduits et que le reste disait qu'ils déposeraient les armes si on leur promettait de partir pour battre la faction. La nuit se passa, chacun conserva son poste et lorsqu'au point du jour les révoltés des postes avancés furent prendre les ordres de leurs chefs, ils reconnurent que ceux-ci les avaient abandonnés, et qu'ils avaient profité de l'obscurité de la nuit pour se cacher ou s'échapper.

Bientôt les lieux occupés par les révoltés furent évacués, la troupe et la milice nationale y rétablirent l'ordre et mirent fin à une journée terrible pendant laquelle le sang libéral espagnol a coulé

abondamment dans une ville autrefois la plus paisible.

Parmi les personnes notables qui ont prêté un concours efficace à l'autorité, on a particulièrement remarqué le général Pastors et le consul anglais.

— Le *Belair*, bateau à vapeur, parti de Valence, le 17, et de Barcelone, le 19, apporte des nouvelles très-récentes de ces deux villes. La tranquillité entièrement rétablie à Barcelone, régnait également à Valence. Le *National* du 19, journal de Barcelone, confirme le succès obtenu par le capitaine-général baron de Méer, sur les bandes carlistes réunies à Solsona.

Bayonne, le 17 mai 1837, à onze heures et demi.

Le général commandant la 20^e division militaire à M. le ministre de la guerre.

« Le général Evans a attaqué hier, à midi, Irun, qui se défendait ce matin avec acharnement. Les redoutes ne se sont pas encore enlevées; c'est une résistance désespérée, toutes les issues étant fermées aux carlistes. Sur la demande d'Evans de recevoir ses blessés, j'ai envoyé des chirurgiens de ma division; j'ai établi une ambulance, et j'ai fait partir de Bayonne un caisson d'ambulance. Les blessés sont transportés par la Bidassoa.

« L'infanterie était le 15 vers Estella; Iribarren à Fuente de la Reyna, en communication avec Lo-et Vittoria.

« A une heure.

« Evans a laissé sortir d'Irun les femmes et les enfants. La défense continue vivement. Espartaco occupe Ernaui.

17 mai 1837, à 10 heures 1/2 du soir. Irun a été pris aujourd'hui à une heure. Au moment où la redoute capitulait, le colonel Arbuthnot est entré dans la ville par un coup de main, faisant sauter la porte avec le pétard. La résistance a continué, mais inutilement; la ville a été mise au pillage, 400 prisonniers enfermés dans la maison commune étaient gardés, l'épée à la main, par les officiers anglais. 200 ont été passés à la baïonnette. Evans a fait tous ses efforts pour arrêter l'effusion du sang; sa conduite a été belle. Il y a eu 150 blessés anglais-christinos; 40 sont sur notre territoire. Les troupes de terre vont attaquer Fontarabie, qui est cerné.

18 mai 1837, 5 heures du soir.

— Fontarabie n'a fait aucune résistance et a capitulé à midi. La garnison comptait près de 300 hommes et des paysans armés.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 24 au 31 Mai 1837.

ARRIVÉES.

PORTOVECCHIO, Tartano L'Annonciation, cap. Semidei.

ALERIA, Mistick la Conception, cap. Sisco.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

LIVOURNE, Bouf S-Jean, cap. Lamberti.

PORTOVECCHIO, Mistick le Pipi, cap. Gentil.

TOULON, Bateau à vapeur Var, cap. Cincio.

DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur Var, cap. Cincio.

LIVOURNE, Mistick Conception, cap. Cardella.

TOULON, Bombarde la Persévérance, c. Roboul.

TOULON, Goëlette la Clémence, c. Garneville.

PORTO-TORRE, Brick-Goëlette le Printemps, cap. Cambiaggio.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

MARSEILLE, Bateau S-Jean, cap. Sodini.

TOULON, Goëlette d'Etat l'Étoile, cap. Gasquet.

Lieut. de vaisseau.

PROPRIANO, Gondole l'Assomption, c. Bonelli.

ALERIA, Mistick l'Assomption, cap. Valeri.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 7 JUIN 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AN BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corresp^{de} de LEPAILLIER BOYRON

et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 18.

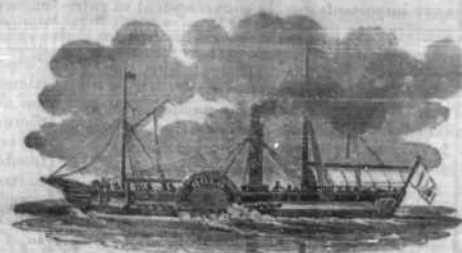
A l'adresse correspondance de Pl. JUSTIN

et C^{ie} Place de la Bourse, N° 8; à la cor-

resp^{de} commerciale de PIERRE DE LA

ROULOT rue St Honoré 297, où l'on

reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 134.

FAUX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'abonnement 10 c. 12 mois

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES MERCREDIS

BASTIA

CORSE.

ENQUÊTE sur l'avant projet de la route royale de Bastia à Bonifacio, ayant son point de départ au pont de Golo et sa direction par la plaine d'Aleria et du Fiumorbo.

On l'a dit depuis long temps : pour connaître si un pays est bien administré, il n'y a qu'à observer l'état de ses voies de communication.

Nous nous permettrons d'ajouter à cette maxime, le corollaire suivant : pour savoir si un administrateur en chef est à la hauteur de sa mission, il n'y a qu'à l'entendre discuter sur cette matière.

Lecteurs ! un peu d'attention : l'objet est fort important, il peut avoir une immense portée sur les destinées de notre pays. Écoutez notre Préfet : il va s'expliquer par son organe officiel, le *Journal de la Corse* ;

« Ces déclarations, dit cette feuille, (en parlant des déclarations consignées dans les registres ouverts aux chefs-lieux des localités intéressées), invoquant toutes le bienfait de l'établissement d'une route éminemment utile aux populations de la côte orientale de la Corse, n'ont pas été, néanmoins, unanimes pour ce qui concerne sa direction dans la partie qui avoisine Cervione et les communes qui l'environnent.

« On sait que le projet de MM. les Ingénieurs laisse ces communes en dehors de la grande communication qu'il s'agit d'établir, à cause du long détour qu'elle ferait, des obstacles que paraît opposer l'élévation de Cervione et de la dépense considérable qui en résulterait; mais la commission d'enquête a envisagé la question de direction sous un point de vue autrement important.

« Elle a considéré que le voyageur n'aurait point un lieu assuré de repos pendant le long espace qui existe entre Bastia et Portovecchio, à travers une vaste plaine, malsaine, si la route n'était pas dirigée par Cervione. Elle a également senti que cette petite ville naissante deviendrait le centre d'activité d'un commerce journalier avec les cantons de Prunelli, Pietra, San Nicolao, Pero et Casavecchio, Moita et Pischicco, et un moyen puissant de civilisation; qu'à ce titre elle insistait vivement pour que la route traversât Cervione.

« Ces considérations, d'un ordre supérieur, ont été admises et partagées par M. le Préfet de la Corse qui, dans son avis sur le résultat de l'enquête et l'opinion de la commission, les a fortement appuyées.

« Ce travail important, suivi avec zèle et une grande activité, est aujourd'hui sous les yeux du gouvernement. Espérons que la sollicitude bienveillante de M. le Directeur général des ponts et chaussées, nous obtiendra encore cette année le

vote législatif qui dotera le pays d'une nouvelle route royale, l'une des plus utiles de la Corse. »

Nous demeurons les bras croisés d'étonnement! Et d'abord, nous sommes forcés de nous demander, si M. le Préfet s'est jamais rendu compte du but qu'on se propose par l'établissement d'une communication nouvelle, par la construction d'une route! Qu'on nous pardonne de remonter aux simples rudiments, aux premières notions de la science administrative; mais nous sommes obligés de rappeler que c'est l'économie du temps et des forces motrices dans les moyens de transport, qu'on recherche avant tout, et qu'il est impossible de l'obtenir par des routes qui présentent des pentes trop sensibles. Aussi pour éviter ces pentes ou pour les faire disparaître, on fait quelquefois les plus grands détours ou bien on entreprend les plus grands travaux : on perce des montagnes, on construit des arcs sur piliers, des chaussées et autres travaux non moins dispendieux.

D'après ces simples notions à la portée de tout le monde, on s'attendait à voir enfin doter la Corse d'une route parfaitement orientale; la nature des lieux de cette partie de l'île s'y prêtait admirablement; et tel était en réalité le dessein de MM. les Ingénieurs des ponts et chaussées, juges pertinents. Ainsi que l'intitulat même de leur projet l'indique, ils avaient tout bonnement tracé la ligne de la route royale au travers de la plaine. Eh bien ! M. le Préfet n'en veut pas. Nous disons M. le Préfet, sans nous occuper de la commission qui l'entourait, parce que une commission nommée et présidée par un Préfet n'a jamais eu d'autre opinion que la sienne. M. le Préfet veut au contraire, que la route royale quitte la plaine pour se jeter dans les montagnes afin de passer par Cervione, situé sur une hauteur fort élevée et qui domine le pays presque perpendiculairement.

C'est en vain que MM. les Ingénieurs ont dû lui mettre sous les yeux; qu'ils seraient obligés de faire un long détour; qu'on dé-penserait trois cents mille francs de plus, et que la route serait manquée. — M. le Préfet a envisagé la question de direction sous un point de vue autrement important ! C'est aux commodités, à la santé du voyageur qu'il faut pourvoir avant tout : le voyageur n'aurait pas un lieu assuré de repos, depuis Bastia jusqu'à Portovecchio, à travers une vaste plaine malsaine, si la route n'était point dirigée par Cervione.

Si l'on nous eut permis d'interrompre notre Préfet dans la noble et chaleureuse improvisation, que dans cette occasion il ne peut avoir manqué d'adresser à ses auditeurs, nous aurions prié de réfléchir; que nous avions la certitude de voir sur cette route traversant les contrées les plus fertiles de la Corse, beaucoup plus de sacs de blé, de maïs et d'haricots que de voyageurs craignant les mauvais airs; que s'il pouvait s'en rencontrer quelqu'un (pendant la canicule) tellement épouvanté de compromettre sa santé pour se sauver dans un lieu aussi élevé que Cervione, il n'était pas nécessaire de le faire suivre par tous les sacs de blé, maïs et haricots provenant des plaines d'Aleria et de Fiumorbo.

Mais nous devons relever ici une des plus étranges assertions de M. le Préfet, assertion qu'il a sans doute placée par erreur dans son journal, au lieu de la placer dans sa correspondance : il prétend qu'on ne rencontrera point un lieu assuré de repos pendant le long espace qui existe entre Bastia et Portovecchio. — Il n'en est pas moins constant qu'à chaque pas l'on trouve sur l'ancienne route royale [de Bastia au Pont du Golo des maisonnettes, des auberges et des établissements agricoles, assez considérables. Et la nouvelle route qui de Golo à St. Pancrace a été exécutée aux frais du département, voit déjà s'élever sur ses bords, des bâtiments pour servir de magasins à fourrages et de relais. Déjà elle est journellement parcourue par des voitures publiques, par des espèces d'omnibus qui ont fixé leurs courses de Bastia à l'Arena, et de Bastia à St. Pancrace. Ces voitures d'entreprise se multiplieront à mesure que la route avancera, et il n'y aura pas besoin que le département vienne à leur secours comme dans l'établissement des diligences entre Bastia et Ajaccio : car, c'est de ce côté de l'île, si négligée par nos administrateurs, que se trouvent les principaux éléments de la prospérité agricole de la Corse; population, variété de produits, contrées riches et fertiles et surtout possibilité d'avoir des communications peu dispendieuses. Eh ! qu'on ne se soucie pas d'indiquer aux Corse l'endroit où ils doivent se reposer. Ils sauront bien le choisir eux-mêmes, et prendre tous leurs aises et leurs commodités, pourvu qu'on ne les empêche point, de se procurer de bonnes espèces en vendant leurs produits avec avantage : et pour cela, nous ne cessons jamais de le répéter, il ne faut

(1) Chez MM. Arène, Nég^{de} à Ajaccio; Serpentine, Mdaux Terrasses, à Bastia.